

LA COMMUNE DE PARIS

MONITEUR DES CLUBS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant.

ON S'ABONNE A PARIS :

RUE DE RIVOLI, 46.

	Paris.	Départ.
3 mois.	6 fr.	9 fr.
6 —	12	18
Un an.	24	36

S'adresser pour l'administration au citoyen SOBRIER, directeur-gérant ;
Pour la rédaction au citoyen CAHAIGNE, rédacteur en chef, au bureau du Journal, rue de Rivoli, 46. (Affranchir.)

Nous prions tous les révolutionnaires, nos amis, connus et inconnus, tous les présidents de clubs, tous les chefs de corporations de passer dans nos bureaux afin de nous donner des renseignements sur la situation, qui devient plus grave tous les jours. Plus que jamais il importe de se serrer et de se concerter pour tenir tête à la réaction.

Nous demandons dès aujourd'hui l'adresse du citoyen Pierre Leroux.

Paris, 14 avril.

Nous recommandons aux prières des fidèles de toutes les communions le citoyen C. Menesson, commissaire du Gouvernement dans le département de l'Aisne.

Qui défendra cet infortuné commissaire si ses amis l'oublient? qui lui préparera le duvet de la vie éternelle si les prières de tous ses frères en Dieu ne viennent l'aider?

Le cas est grave, énorme. Ce commissaire, que tous les gens de son pays, et de Paris aussi, s'habituèrent à regarder comme un homme de bien, tolérant, doux, secourable jusqu'à se gêner lui-même pour venir en aide aux autres, ce commissaire a eu le malheur de rencontrer, dans l'exercice de ses fonctions, deux prêtres salariés par l'Etat, l'un intolérant et cruel, l'autre brouillon, jetant partout la zizanie et semant le trouble sur ses pas. Ne prenant conseil que de son bon cœur et de l'équité, le damné commissaire s'est avisé de suspendre de leurs fonctions ces deux oints, salariés pour faire aimer Dieu et travaillant de tout leur pouvoir à le faire détester, si les passions humaines pouvaient jamais arriver à nier Dieu.

Mais le commissaire abominable avait compté sans monseigneur de Garsignies, évêque de Soissons et de Laon. A la bonne heure! voilà un digne prélat, facétieux surtout; cas admirable en regard de nosseigneurs de Chartres et de Langres.

Voici donc comment il procède :

« Nous, Jules-Armand, par la grâce de Dieu, évêque de Soissons et de Laon ;

« Considérant, etc.; en vertu des lois organiques du concordat de 1802 ;

« Arrêtons :

« Le citoyen Menesson, commissaire du Gouvernement, est suspendu de ses fonctions!

« Fait à Soissons, le 12 avril 1848. »

Oh! mille fois infortuné commissaire, que vas-tu devenir?

Priez, priez pour lui, frères de toutes les communions.

Ea attendant l'effet de vos prières, auxquelles Dieu ne peut rester sourd, puisqu'il est juste, la Commune de Paris décrète :

« Monseigneur Jules-Armand de Garsignies, par la grâce de Dieu, évêque de Soissons et de Laon, est privé de tout traitement à partir du 12 avril 1848.

« Les citoyens ministres des cultes et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret. »

Personne n'ignore qu'au temps où nous vivons, la publicité donnée aux séances des clubs est non-seulement un droit, mais encore et surtout un devoir quand on voit surgir à chaque minute tant de repoussantes candidatures.

On n'ignore pas davantage que l'impossibilité bien constatée de nous trouver aux séances de cent quatre-vingts clubs, siégeant chaque jour, nous contraint à recevoir les comptes-rendus de certains d'entre eux. Nous accomplissons notre mission en exigeant les signatures du président et d'un secrétaire au moins.

M. Ney de La Moskowa, se prétendant diffamé par le compte-rendu du Club révolutionnaire et socialiste du Rhône, nous avait adressé une lettre de réclamation que nous avons insérée, depuis le premier mot jusqu'au dernier, sans y changer rien. Il nous semblait que cette façon loyale devait satisfaire aux exigences de M. Ney de La Moskowa. Le contraire a lieu aujourd'hui. L'ex-pair nous envoie une citation en police correctionnelle, en vertu de l'article 13 de la loi du 17 mai 1819, pour avoir à répondre de l'attaque portée à son honneur et à sa considération.

M. Ney de La Moskowa n'est pas adroit. Il nous paraît avoir donné un peu trop vite, tête baissée, dans le piège ouvert sous ses pas par certains républicains de fraîche date, très-aisés de lancer leur ballon d'essai réactionnaire.

Ah! messieurs, vous nous attaquez en vertu des lois de 1819 rendues par une majorité vendue et quand nous avions encore les baïonnettes étrangères sur la gorge! Ah! fils du maréchal Ney, si lâchement assassiné malgré les termes d'une capitulation signée à la face de l'Europe et portant pour condition *sine qua non* le res-

pect des personnes compromises durant les cent jours, vous nous citez en vertu des lois votées par les meurtriers de votre père! Ah! fils du maréchal Ney, vous invoquez les lois de 1819 portées par ceux qui tuèrent votre père, malgré la foi des traités! Ah! fils du maréchal Ney, vous nous attaquez en vertu de ces lois, vous qui, trop pusillanime pour oser demander la révision du procès de votre père, avez eu l'effrayant courage de siéger à côté de ses assassins! et vous datez votre assignation de l'hôtel Lafayette, de cet hôtel illustré par votre beau-père! Vous eussiez bien mieux fait de briser votre épée, monsieur.

Votre candidature n'était pas sérieuse. Mais aujourd'hui, soyez-en sûr, elle est devenue impossible; elle est frappée de cette réprobation morale contre laquelle de plus forts que vous ne tiennent pas.

J. CAHAIGNE.

La petite union catholique de l'Univers, de la rue du Vieux-Colombier, est aujourd'hui d'une humeur on ne peut plus facétieuse. Les enfants sublimes qui écrivent ce grand journal ont trouvé des mots charmants pour caractériser le dernier rapport du citoyen Jean Reynaud. Cela rappelle le célèbre chanoine Desgarets, qui écrivait des factums anti-universitaires entre deux solos de trombone, et son glorieux émule l'abbé Védrière, curé de Lupersac. Nous laissons parler ce terrible pamphlétaire :

« M. de Lamartine, M. Ledru-Rollin, M. Garnier-Pagès, M. Marrast, ont assez de crédit auprès de M. Carnot pour être nommés professeurs sans aucune espèce d'examen! » L'Univers, qui fait tous les jours son examen de conscience, doit envier le sort de ces heureux mortels, cela se conçoit sans peine; mais pourquoi l'Univers n'est-il pas membre du Gouvernement provisoire? Il pourrait, sans examen préalable, exposer au collège de France de belles apologies de saint Dominique, de ronflantes héroïdes sur la Saint-Barthélemy, des homélies en trois points sur la liberté de l'enseignement, des commentaires sur les livres si moraux de l'évêque du Mans, à l'usage des séminaires, et sur le Compendium de Prague. Bientôt il demanderait le rétablissement de la dime, la rentrée des capucins, l'érection des couvents pour y loger les 40,000 moines du citoyen Lacordaire, la loi du sacrilège pour forcer les soldats à aller à la messe et brûler quiconque s'avisait de berner les processions. Suivant en cela l'avis du citoyen Combalot, l'épileptique prédicateur, il réclamerait l'auto-da-fé de toutes les bibliothèques, et remplacerait tous les livres par la lecture de la vie des saints, la sienne propre surtout, car elle doit être très-édifiante. On ferait de la France une confrérie, et nul de nous ne pourrait marcher sans un cierge. Reste à savoir si les 200,000 ouvriers du 17 mars sont de cet avis; reste à savoir si le peuple français ne préfère pas les Girondins de Lamartine aux œuvres du P. Lorieux, et les rapports de Jean Reynaud aux conférences des RR. PP. Lacordaire, Ravignani et Batain.

L'Univers, qui a très-mal étudié l'histoire de la première révolution, a oublié que Sieyès, Hahy, Daunou, Garat et quelques autres grands citoyens ne crurent pas déroger en professant eux-mêmes des cours publics à l'école normale. Ce fut là un grand acte dont les siècles ne perdront pas le souvenir. C'était relever l'enseignement à la hauteur de l'apostolat, c'était donner une grande et souveraine impulsion à l'instruction publique. Aujourd'hui qu'a-t-on fait autre chose? Ce n'est pas seulement pour proférer quelques discours au collège de France, c'est pour stimuler par un exemple parti de haut l'émulation générale que les citoyens Lamartine et Ledru-Rollin ont été nommés professeurs. Que tous les hommes d'instruction viennent comme eux en aide aux simples et aux ignorants; que ceux qui les possèdent répandent partout à profusion les notions nécessaires à l'exercice de la vie nouvelle; que toute borne soit une tribune, toute salle une école, tout carrefour un lieu de réunion; que la science se multiplie et circule par mille canaux, que les intelligences se développent, que les âmes prennent leur essor, que chaque atome d'air soit un principe et que chaque souffle apporte une idée, la hideuse réaction sera obligée de fuir devant cet assaut de la lumière, et l'impérissable droit de la démocratie aura vaincu l'égoïsme d'une caste cupide et anti-sociale.

Un de nos amis écrit au citoyen Sobrier :

SAUVONS LE PEUPLE ET LA RÉPUBLIQUE!

L'orgueil et le privilège, ces favoris de la monarchie, redressent audacieusement la tête pour reconquérir ce qu'ils ont perdu.

Ils influencent les élections, perturbent l'industrie, conspirent contre la République et menacent le pays d'une Assemblée nationale vraiment déplorable.

Et cependant ce peuple, si noble, si généreux, qu'ils oppriment par leur égoïsme, souffrent dans ses chairs, dans sa justice et dans ses droits acquis.

La vérité, le droit, cette source de toute équité, si nous n'y prenons garde, peuvent nous être enlevés par l'intrigue, la misère et les luttes auxquelles elles donneront lieu.

Dans cette occurrence, tous les amis de l'ordre et de la liberté se plaignent et gémissent de l'excessive indulgence du pouvoir, des retards qu'il met à améliorer le sort des travailleurs, des dangers inévitables qui se portent s'accablant sur nos têtes.

Profondément blessés dans le fond de leur âme, repoussant toute solidarité avec cette inaction du pouvoir, ils viennent signifier au pays, sous peine de déchéance républicaine et de perdre tous droits à l'humanité, qu'il y a urgence absolue :

1^o De fortifier le pouvoir par l'accession d'hommes énergiques et possédant vraiment l'intelligence et l'amour du peuple;

2^o De dominer la réaction bourgeoise et royaliste par une organisation particulière des travailleurs en garde mobile;

3^o De répondre au plus tôt à l'absence du crédit et de l'industrie particulière par le crédit national appliqué surtout à ces armées de travailleurs avec qui il devrait, autant que possible, partager les bénéfices bruts, en tenant compte toutefois des avances du capital;

4^o D'ouvrir des bazars dans les grands centres de population pour l'écoulement de ces produits nationaux, quand ils dépasseraient les besoins du pays, concurremment avec l'industrie particulière;

5^o Enfin de prendre immédiatement à la charge de l'Etat les enfants du peuple jusqu'à l'âge de douze ans pour les élever dans les principes républicains.

Enfin, au nom de Dieu et de la justice éternelle, il faut sauver le peuple et la République.

Nous avons lieu de croire qu'il sera fait droit aux réclamations de notre correspondant.

La fraternité sera réalisée dans les faits :

Impôt progressif sur les grandes fortunes.

Dégrevement de la petite propriété.

Droit au travail pour tous.

Bien-être de tous.

La révolution sociale en un mot, voilà ce que nous poursuivons, ce que nous obtiendrons. Peu nous importent la réaction et les obstacles d'une caste antihumaine.

VINGT ET UNIÈME DE LIGNE,

EN GARNISON A ORLÉANS.

Les sous-officiers de l'Armée au peuple de Paris.

Citoyens nos frères,

On vient de nous dire que vous vous occupiez du sort de l'armée, que vous vous proposiez d'en faire une armée essentiellement jeune et républicaine. Merci, frères, pour elle, à qui vous ouvrez l'avenir; vous avez été au-dessus de notre pensée la plus chère; de notre désir le plus ardent; vous avez compris qu'il y a dans l'armée, dans les institutions qui la dirigent, des abus consacrés par une trop longue habitude et qui doivent être étouffés par la main du peuple souverain : nous venons vous les signaler.

Le premier, le plus grave et sans contredit le plus nuisible au triomphe des idées libérales, c'est le maintien dans le commandement des divisions départementales et régimentaires des députés pritchardistes, de ces hommes qui ont prêté un concours aveugle au gouvernement déchu, qui l'ont aidé par leur vote et leur influence, qui l'aidèrent encore s'il était au pouvoir, et qui cependant crient vive la République!

Chassez-les sans pitié : vous ne devez pas en avoir pour les ennemis de notre France bien-aimée.

Chassez ces hommes investis d'une certaine autorité dans l'administration de la guerre et dans leurs régiments, dont le patriotisme est douteux, dont l'incapacité est reconnue. Pas de grâce pour ces partisans d'un système vicieux, inerte, ennemi des idées nouvelles.

Faites en sorte que l'école de Saint-Cyr, pépinière des sous-officiers, devienne accessible aux soldats intelligents et studieux. Exigez que chaque élève fasse son service dans un régiment pendant deux ans avant de pouvoir concourir, et créez dans chaque corps une école spécialement destinée à l'instruction des élèves officiers.

Il faut une discipline ferme mais paternelle; nous demandons que les cassations et les punitions soient prononcées par un conseil de famille fonctionnant journellement.

Voilà, frères, ce que nous devons demander. Est-ce trop? De nous espérer que cette révolution faite par le peuple servira à l'armée, qui est peuple aussi, elle?

Amis de l'ordre, nous attendons, et sans murmurer, votre décision. Les événements sont graves; certains esprits craignent peut-être qu'en touchant à l'institution qui régit l'armée on lui ôte de sa force et de son unité. Qu'ils se rassurent: mieux vaut mille fois compter sur le patriotisme du soldat-citoyen que sur l'énergie du chef impopulaire et incapable.

Nous finissons, frères, en vous assurant que notre concours vous est acquis. Disposez de nous; rappelez-vous que le sang qui coule dans nos veines et qui fait battre nos cœurs, que ce sang est à vous, à notre pays, à cette France, qui la première a crié : *Vive la République!*

Salut et fraternité.

Suivent les signatures de 31 sous-officiers.

Signatures.

Quennec, sergent-major; L. Cruet, sergent-major; Kromer, sergent-major; Fellert, sergent-major; Courechelongue, sergent-major; Bergat, sergent-major; Bonnetaze, sergent-major; Moruette, sergent-major; Pohin, sergent-major; Louis, fourrier; Chapel, sergent-major; Arzel, maître-d'armes; A.

Faix, sergent-major; Mourat, sergent-major; Tey-
ni, sergent-major; Gastineau, sergent; Laizé, ser-
gent-fourrier; Paigot, sergent; Rocher, sergent;
Rusidan, sergent; Cosquel, sergent; Harel, sergent-four-
rier; Papet, sergent; Grosval, sergent; Barbé,
fourrier; Bupat, fourrier; Spont, sergent; Lavol-
sin, fourrier; Cormier, sergent; Hamelin, sergent-
major; Rinaldo, sergent; Roulet, sergent-
major; Bazin, sergent; Devenzeau, sergent-major;
Rozé, sergent-major; Ch. Lefrançois, sergent-ma-
jor; Gannier, fourrier; Cordelloh, sergent-major;
Franchet, sergent; Délay, fourrier; Germain; Sou-
ron, sergent; Jouatte, sergent-fourrier; Perrossier
(Anne), fourrier; Gontier, sergent; Brunet, sergent;
Turpin, sergent; Chardon, sergent; Grégoire; Pa-
geault, fourrier; Mornay, sergent; Geraud, cheva-
lier de la Légion d'honneur.

Tous du 21^e de ligne.

Une scène réellement étrange a eu lieu au club de
la garde nationale mobile de l'Ecole militaire.

Le citoyen La Moscowa s'est présenté comme candi-
dat à la représentation nationale, et sa candidature a été
acceptée, bien que nous ne comprenions pas comment
un membre de l'ex-chambre des pairs n'attend pas
qu'il ait donné des gages publics de son dévouement à
la cause républicaine avant de se présenter à un poste
auquel les vétérans seuls de cette cause pourraient, se-
lon nous, se porter avec décence. Nous respectons
trop le principe de la souveraineté du peuple pour
protester contre cette candidature, en tant que venant
du club de l'Ecole militaire; mais ce que nous ne pou-
vons pas expliquer, si ce n'est par un incroyable oubli
des principes qui régissent les sociétés et assemblées
délibérantes, c'est l'appel fait par le citoyen La Moscowa
au club de l'Ecole militaire pour l'engager à prévenir
l'aposition d'affiches sur les murs de Paris dans les-
quelles il prétend devoir être calomnié par le club du
Rhône, demandant à cet effet l'envoi de délégués à ce
club.

Les délégués de la Société des Droits de l'homme,
MAGNIER, LEROUX, CHIRON.

Citoyens,

Je suis heureux qu'on m'ait facilité les moyens de
m'entretenir avec de véritables frères; depuis long-
temps j'éprouvais le besoin de m'épancher dans des
cœurs vraiment républicains, sincèrement dévoués
aux intérêts démocratiques.

L'armée réclame en silence le redressement de bien
des abus révoltants, résultat des temps de corrup-
tion, de favoritisme et de privilèges, que la monarchie
encourageait par tous les moyens. Il est urgent qu'on
les fasse promptement cesser, si l'on ne veut pas com-
promettre la plus sainte des causes, la cause de tous
les peuples, celle de l'humanité. Ne nous dissimulons
rien: nous aurons probablement un jour à compter
avec bien des gens qui, pour le moment, affectent os-
tentiblement un optimisme exagéré, mais qui, au
fond du cœur, nourrissent des espérances pour un
passé dont ils ont eu à se louer au détriment de tout
un peuple.

Liberté pour tous, paix avec tous; mais, soldats vi-
gilants de notre jeune République, hâtons nous de
nous organiser pour être en mesure d'écraser en un
seul jour les insensés qui oseraient tenter de nous dés-
unir en relevant le drapeau de n'importe quelle
royauté.

L'armée est républicaine, elle a confiance dans ses
forces: cependant son dévouement pourrait être, au
jour des dangers, en grande partie annihilé, je dirai
même compromis, si on persistait à leur laisser pour
chefs des hommes qui n'ont aucune sympathie pour le
gouvernement actuel. Je ne doute pas qu'un grand
nombre de ces hommes ne se rallient un jour franchement
à la République: la sainteté et l'équité de cette
forme de gouvernement m'en donne même l'assurance;
mais pour le moment ils rêvent encore au gouver-
nement déchu. Il faut donc craindre qu'ils ne soient
disposés à le servir clandestinement par leurs paroles
et leurs actes. C'est même ce qui a lieu tous les jours,
n'en doutez pas, et ce qui peut expliquer les tirail-
lements et les lenteurs qu'on remarque journellement
dans les divers services. La République a droit d'être
servie loyalement, avec résolution et sans arrière-pen-
sée par tous ceux qu'elle investit de sa confiance. Pour
obtenir ce résultat indispensable à la marche régulière
des armées et au maintien d'une discipline ferme et à
la fois paternelle, il faut de toute rigueur qu'il y ait ho-
mogénéité de principes entre les chefs et les soldats.
Sans cette considération essentielle, il y aura dans les
rangs défection, mécontentement et découragement. Le
soldat perdra le sentiment de sa force dès le moment
qu'à tort ou à raison, il se croira trahi par ceux-là mè-
mes chargés de le conduire à l'ennemi. Soldat de
Waterloo, j'ai conservé le souvenir du mal que nous a
fait la présence dans nos rangs de certains officiers
attachés aux Bourbons; cependant fort peu d'entre eux
ont trahi la patrie dans cette fatale journée. Mais aussi
ces hommes indifférents pour le drapeau tricolore,
manquant de patriotisme dans ce moment suprême,
ne disaient rien pour relever le courage du soldat,
pour le soutenir dans l'adversité.

L'histoire de ces temps néfastes raconte les larmes
de sang que les patriotes versèrent et les malheurs
que notre belle France a eu à déplorer.

Je le répète et le répéterai tant que ma voix pourra
se faire entendre, il faut épurer nos rangs. Ce sera
mon *delenda est Carthago*. Que l'on consulte le *vox po-
puli* de l'armée, il ne trompera pas. Que l'autorité ci-
vile véritablement révolutionnaire et républicaine
prenne des informations dans toutes les garnisons,
qu'elle se livre à des investigations actives et consci-
encieuses: elle connaîtra la vérité, elle appréciera
les hommes; elle découvrira ceux dans le cœur des-
quels le républicanisme pur a toujours existé.

Il faut à la tête des régiments des hommes d'un
patriotisme éprouvé, capables d'émouvoir le soldat et
lui faire comprendre et apprécier les bienfaits qu'il
doit retirer des institutions républicaines, soit sous les
drapeaux, soit lorsqu'il sera rendu à la vie civile. En
un mot, c'est une éducation nouvelle à faire. L'élève a
le désir de s'instruire, il est plein de zèle et d'ardeur,
il ne demande qu'une voix capable de le bien diriger.
La voix du chef est puissante sur le soldat; mais n'ou-
blions pas qu'elle agit avec efficacité en bien comme
en mal.

L'avenir des sous-officiers, trop longtemps négligé
pour ne pas dire compromis, réclame toute la sollici-
tude de la République. C'est une classe de véritables
travailleurs dans laquelle le Gouvernement trouvera
toujours ses meilleurs et ses plus fidèles soutiens.

L'avancement qu'on leur donnera encouragera les
soldats; celui accordé au privilège au contraire jette le
découragement et le dégoût parmi les masses. Respec-
tons les droits acquis, conservons les officiers sortant
des écoles militaires, républicains pour la plupart; mais
supprimons l'école de Saint-Cyr, qui était en définitive
inaccessible aux enfants du peuple. C'est donc une aris-
tocratie à détruire, comme toutes les autres. Un peu de
mathématique entrée dans une jeune tête à force de ré-
pétitions largement rétribuées ne constitue pas tou-
jours un mérite réel propre à exercer un commande-
ment important à l'âge de vingt ans.

Il faut une capacité plus sérieuse, qui ne peut vrai-
ment s'acquiescer qu'après avoir prouvé que le grade ob-
tenu est la récompense de quelques services rendus.
Si, comme j'ai lieu de l'espérer, le remplacement ne
sera plus permis dans l'armée, les rangs des régiments
comprendront des citoyens de toutes les conditions.
L'armée sera alors une armée vraiment nationale,
l'impôt du sang ne pèsera plus exclusivement sur le
malheureux qui n'avait pas une somme de 1,500 fr. à
sa disposition.

Ce sera encore la destruction d'un privilège! Qu'on
ne vienne pas me dire que pour avoir un officier suf-
fisamment instruit, il faille des écoles militaires. Je
concède la chose pour l'école Polytechnique, destinée
à alimenter les corps savants et qui réclament des étu-
des spéciales; mais pour les officiers d'infanterie et de
cavalerie, les études ordinaires sont suffisantes. Or, on
entre au service de dix-huit à vingt ans: à cet âge les
jeunes gens ont fait toutes leurs études; ils n'ont plus
besoin que d'en faire l'application à la profession à la-
quelle ils se destinent. Je le demande à tout militaire
expérimenté, cette application ne sera-t-elle pas mieux
faite dans un régiment que dans une école?

MURATORI,
lieutenant-colonel.

DE L'ALLEMAGNE.

Les nouvelles que nous recevons des frontières rhé-
nanes nous montrent les Allemands en proie à mille
tiraillements divers. Ce magnifique mouvement qui
éclata successivement à Munich, à Vienne, à Berlin,
quelques jours après notre révolution, semble complè-
tement arrêté; je dirai plus, l'on cherche à tourner
dans un sens tout à fait opposé l'exaltation des esprits.

Aux premiers jours de l'insurrection, les peuples
étaient décidés à renverser les monarchies qui si long-
temps les avaient tenus dans l'oppression. Rester de-
bout au milieu de la tourmente révolutionnaire fut
alors l'unique pensée des souverains. Inquiets, an-
xieux sur leurs trônes, qui chancelaient et tombent dès
que la main du peuple les touche, ils ont mis tout en
usage, prières, concessions, promesses, pour les raffermir
un instant; à tout prix il leur fallait gagner du
temps, celui au moins de se reconnaître et de voir si
leur partie était perdue sans retour.

Et quand les Allemands, novices encore dans l'art
des révolutions, eurent accordé à leurs larmes l'exis-
tence du pouvoir monarchique, les princes jetèrent au-
tour d'eux un regard timide d'abord; mais bientôt, sen-
tant que le terrain n'était pas aussi fortement ébranlé
qu'ils l'avaient cru, ils cherchèrent un appui, et cet ap-
pui ils le croient l'avoir trouvé aujourd'hui dans les
bourgeois.

Satisfaits de quelques concessions légères et qu'une
main adroite et obstinée saura rendre illusoire avant
longtemps, les bourgeois se rapprochent des princes et
s'en font les instruments dociles. On a mis en œuvre
toute la vieille science, toutes les ruses diplomatiques
que Metternich est loin d'avoir emportées dans sa chaise
de poste: on a ravivé l'égoïsme bourgeois; on s'est ad-
dressé tour à tour à ces mille passions étroites et
mesquines qui se partagent le cœur intéressé des clas-
ses moyennes; enfin, on est parvenu à inspirer des
craintes, et cet appel à la peur a ramené, lentement il
est vrai, la vieille bourgeoisie autour des princes. Au-
jourd'hui c'est derrière leurs trônes vermoulus qu'elle
met à l'abri ses petits intérêts, ses petites ambitions,
son petit esprit.

Le peuple, de son côté, chez lequel l'idée démocra-
tique soufflée de France paraît avoir jeté de plus pro-
fondes racines, est circonvenu de toutes parts. Mais
plein encore du souvenir de sa misère récente, des
vexations de ses tyrans, il résiste à l'impulsion qu'on
veut lui donner; il a résisté du moins jusqu'à ce jour.

Maintenant on parle, pour le corrompre, pour l'ex-
citer contre nous, de nationalité menacée, d'ambition
effrénée de notre part. On nous représente à lui comme
gens prêts à marcher à la conquête et à la dévastation
des pays qui nous environnent. On lui dit que sa
cause, celle de la patrie allemande, est celle des princes,
seuls capables de défendre son indépendance menacée...
Heureusement que les émissaires des monarchies ne
sont pas les seuls qui parcourent l'Allemagne. La dé-
mocratie a aussi ses apôtres. Peuples allemands, écoutez
vos frères qui nous quittent; ils vous diront quelles
sont nos œuvres, quelles sont nos pensées...

Tels sont les deux éléments, je dirai même les deux
idéas aujourd'hui en présence en Allemagne:

Le système du pouvoir princier s'appuyant sur la
bourgeoisie et s'efforçant de tromper et de séduire les
peuples;

Les peuples debout, mais n'ayant point encore fait
entendre leurs volontés souveraines ni promulgué le
gouvernement démocratique.

Si les princes triomphent, une lutte sera encore né-
cessaire; le sang humain devra couler de nouveau
pour donner gain de cause au principe éternel que
vient de conquérir la France.

Si dès aujourd'hui les peuples allemands l'empor-
tent, dès aujourd'hui et à toujours la sentinelle alle-
mande de Kelh, la sentinelle française de Strasbourg,
pourront, sur le pont du Rhin, se donner la main en
signe de l'alliance fraternelle des deux peuples!!

NOUVELLES DES DÉPARTEMENTS.

Le citoyen Voucker, avocat, avait demandé à être en-
voyé à Avranches pour combattre une candidature dé-
plorable, celle du citoyen Abraham Dubois, ex-député.
Le frère de cet homme occupe le siège du ministère pu-

blic à Avranches depuis 1815. Il use de son influence
d'une manière fort peu républicaine. D'autre part, un
sien ami, le citoyen Frain, remplit dans l'arrondisse-
ment les fonctions de sous-commissaire. Le citoyen
Voucker avait à lutter, seul, contre toutes les influen-
ces perverses; cependant il avait réussi à mettre plu-
sieurs chances de son côté.

Sur ces entrefaites, le citoyen Th.-Abraham Dubois
se rend auprès du ministre de la justice; armé de nous
ne savons quelle réclame signée de noms légitimistes et
juste-milieu, il obtient la révocation du citoyen Vou-
cker et la réintégration de son prédécesseur. Il eût sem-
blé que le nom d'Abraham Dubois devait exciter la dé-
fiance du citoyen Crémieux. Celui qui monta sur le
siège sous la restauration et qui naguère recevait un
gros legs du parti légitimiste ne méritait guère cette
faveur. Il est fils d'un magistrat de la première répu-
blique, objectera-t-on? Pourquoi alors se mettait-il au
service de la restauration? C'est le citoyen Théodore
qui a aplani toutes les difficultés. Le volontaire royal
de 1815, le délateur de la terreur blanche, l'ami des
missionnaires l'a emporté sur le fils du jacobin qui a
souffert toute sa vie la misère et la faim plutôt que de
renoncer à ses opinions républicaines. Est-ce donc
ainsi que le citoyen Crémieux sait reconnaître les ser-
vices des patriotes?

Il importe cependant de combattre les menées révo-
lutionnaires; l'approche des élections commande com-
me une impérieuse nécessité la réintégration du ci-
toyen Voucker.

Un cri de terreur a passé le détroit: c'est le cri de la
vieille Angleterre agonisante. N'a-t-elle pas entendu
la voix suprême qui, partie de France, a retenti jus-
qu'aux extrémités du monde et a proclamé la fin des
monarchies? et elle tremble. Oui, la vieille pairie an-
glaise tremble pour son influence qui lui échappe,
pour ses privilèges vermoulus qui s'écroulent, et elle
essaie d'arrêter le mouvement qui l'emporte en insul-
tant aujourd'hui la France républicaine. Elle insulte
lâchement la France, en demandant au ministère des
moyens de répression contre les étrangers français qui
se trouvent à Londres. Arrêtez donc nos nationaux, si
vous l'osez; mais ce que vous n'arrêterez pas, ce sera
l'idée, soudaine comme l'électricité, qui demain sera
une révolution et vous dévorera. Arrêtez nos natio-
naux, la République française vous répond en assu-
rant en France la vie et les intérêts de tous les étran-
gers qui se trouvent sur son sol hospitalier. Elle in-
sulte lâchement la France, cette misérable aristocratie
anglaise, lorsqu'elle la représente comme une victime
dévouée au despotisme militaire. Mais pourquoi don-
ner à ces fanfaronnades plus d'importance qu'elles ne
méritent? Laissons l'orgie du pouvoir s'achever en
Angleterre. Le soleil républicain continue sa course
en éclairant les peuples. La menace que nous jette au-
jourd'hui la vieille pairie décrépite et édentée, c'est le
trait que décoche le vieux Priam et qui vient mourir
aux pieds d'Achille.

(République.)

Nous sommes étonnés que le *Mémorial des Pyrénées*,
en reproduisant un de nos articles, nous blâme de nos
conclusions lorsque lui-même arrive identiquement
aux mêmes conclusions.

L'assemblée générale des franc-maçons de la ville de
Paris vient, dans sa séance solennelle du 11 avril, à la
salle Saint-Jean, d'adopter à l'unanimité la candi-
dature à l'Assemblée nationale du citoyen général Jorry,
de Paris, rue d'Enfer, 66.

Républicain dès 92, aide de camp du général en
chef Dampierre, il fut déporté au 18 brumaire avec le
général Jourdan et les autres adversaires de la réac-
tion impériale. Cette candidature est en outre appuyée
par le club des Intérêts du peuple du 12^e arrondisse-
ment.

REMANIEMENT MINISTÉRIEL.

On assure que le Gouvernement provisoire vient de
faire expédier pour l'Afrique une dépêche dans laque-
lle, faisant un appel au principe de l'obéissance mili-
taire, il invite formellement M. le général Cavaignac à
accepter le portefeuille de la guerre. (Presse.)

L'ARMÉE ET LE PEUPLE.

Union.

Les ouvriers de Lyon n'ont pas voulu que les mili-
taires qui ont fraternisé avec le peuple depuis le 26 fé-
vrier quittassent la ville sans leur laisser un souvenir
de la fraternité qui les unit. Ils ont fait faire un ma-
gnifique drapeau sur lequel sont inscrits de tous les
régiments de la garnison. Chaque jour nos braves ou-
vriers accompagnent les bataillons partants, ce drapeau
en tête, et leur font des adieux fraternels. Hier,
ils se sont rendus en bon ordre à la préfecture, où le
citoyen Arago les reçut et leur témoigna en peu de
mots combien il était heureux de voir l'harmonie et la
fraternité qui régnaient entre tous les citoyens. Ils sont
allés de là à l'hôtel de ville pour faire hommage de ce
drapeau à la municipalité et la prier de vouloir bien
le conserver en dépôt après que toute la garnison sera
partie.

(Le Peuple souverain de Lyon.)

— On lit dans le *Journal de Loir-et-Cher*:

« On sait que quatre officiers du régiment de cuiras-
siers en garnison à Vendôme viennent d'être destitués
par retrait d'emploi pour avoir méconnu un ordre de
leur colonel. L'arrêt qui frappe ces quatre officiers a
été signé par le Gouvernement provisoire tout entier.

« Par suite de cette mesure, une émeute violente a
éclaté dimanche soir dans la cour du quartier de la ca-
serne, à Vendôme. Trois escadrons sont descendus
dans la cour, armés de sabres et de pistolets, deman-
dant le maintien de leurs officiers et accusant le colo-
nel d'une indigne manœuvre. Ce n'est pas sans peine
que le colonel, entouré de ses officiers et assisté du
sous-commissaire, est parvenu à réprimer ce mouve-
ment. »

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Elections.

Les candidatures proposées par le Comité central de
Paris ont soulevé quelques protestations dans certains

dépar-
noms
Au-
teur
dat
n'a
Lot.
ceux
noms
en t
les B
de su
la Ma
dit à
l'urn
Augu
bour
Si
ques
tion
main

Le
naux
arme
assist
citoy
et qu
main
ses p
ris a
natio
20 av
— J
avoir
20 av
aux c
200
tant n
des co
proch
cette
distri
natio
çais.
Nos
temps
amis c
dent a
que, o
celui c
mour
Egalité

— L
mobile
en ren
donné
ce s'él
ce qui
cents t
les hor
banqu
ternise

— L
ainsi a
blable
épaulet
seurs d
auquel
balonn
celle de
l'œil le
naux sé
jeunes
qu'ils n
telligen
militair
trouder
sera un
capitale
exclusi
de Paris
huit he
C'est gr
les rassi
les pétai
les divel

Notre
et le pe
stitutio
cessité,
ceux-là
et de l'o
C'est
teur Fié
se recon
le départ
A l'in-
tions d'l
réforme
il votera
au grand
scriptio
d'arriver
des char
et des ta
A l'ext
mier ran
le vœu q
fraternel
fidèle au
vive de l
aujourd'
républic
Le doc
tutemen

Les cit
compagn

départements, et nous recevons aujourd'hui encore de nombreuses réclamations de dévoués patriotes.

Ainsi, c'est à tort que le citoyen Ribeyrolles, rédacteur en chef de la *Réforme*, a été porté comme candidat dans le département des Pyrénées-Orientales : il n'a sollicité que le suffrage de ses compatriotes du Lot. Des noms bien connus ont été oubliés. Outre ceux dont nous parlions hier, il faut encore citer les noms de Baune, présenté avec le citoyen Ledru-Rollin en tête de la liste de candidats de la Côte-d'Or; dans les Basses-Alpes, le citoyen Imbert a des chances réelles de succès; Destigny (de Caen), dans le département de la Manche, et non pas du Calvados, comme on l'avait dit à tort, est un des premiers noms qui sortira de l'urne avec celui de notre collaborateur, le citoyen Augu, sous-commissaire du Gouvernement à Cherbourg.

Si tous les candidats avaient le patriotisme des quelques citoyens que nous venons de nommer, la révolution n'aurait rien à redouter des intrigants du lendemain. (La Réforme.)

GARDE NATIONALE.

Le maire de Paris rappelle à tous les gardes nationaux qui ne sont pas armés que la distribution des armes se fait par le capitaine de chaque compagnie, assisté d'un conseil d'officiers et de sous-officiers. Tout citoyen inscrit sur les contrôles de la garde nationale, et qui n'a pas déjà reçu un fusil, en recevra un de la main du capitaine de sa compagnie. Des mesures prises par le ministre de la guerre et par le maire de Paris assurent l'armement complet de tous les gardes nationaux pour la grande revue qui aura lieu le jeudi 20 avril.

— La grande revue de la garde nationale, qui devait avoir lieu dimanche 16 avril, a été ajournée au jeudi 20 avril. D'ici à cette époque, il sera donné des armes aux citoyens non armés.

200,000 citoyens composant les gardes nationales, tant mobiles que sédentaires, et les détachements tirés des corps de toutes armes des garnisons les plus rapprochées de Paris, seront appelés à prendre part à cette imposante cérémonie, dont le double but est la distribution des drapeaux de la République et la fraternisation de l'armée avec tous les autres citoyens français.

Nos frères de l'armée ne peuvent rester plus longtemps séparés de leurs frères de Paris. Tous les vrais amis de la République, tous les bons citoyens, attendent avec la plus vive impatience cette fête patriotique, où nous jouirons du plus magnifique spectacle, celui d'un grand peuple confondu dans un même amour inspiré par ces trois mots sublimes : *Liberté! Egalité! Fraternité!*

— Les vingt-quatre bataillons de la garde nationale mobile viennent de recevoir des fusils à percussion en remplacement des fusils à silex qui leur avaient été donnés primitivement. Tous en sont armés. Cette force s'élève déjà à plus de quinze à seize mille hommes, ce qui donne en moyenne par bataillon plus de six cents hommes. On assure que dimanche prochain tous les hommes seront habillés et équipés pour assister au banquet où la garde nationale et l'armée doivent fraterniser.

— Le costume des gardes nationales mobiles est ainsi arrêté : tunique et pantalon en drap bleu, semblable à l'uniforme de la garde nationale sédentaire; épaulettes vertes avec dessus rouge, képi rouge, guêtres blanches. L'armement ressemble à celui des chasseurs de Vincennes; il est composé du ceinturon noir auquel sont attachés la cartouchière, le sabre et la baïonnette, et du sac en cuir noir. Ces modifications, celle de la coiffure surtout, suffiront pour distinguer à l'œil les gardes nationaux mobiles des gardes nationaux sédentaires. Le bon esprit dont sont animés les jeunes gens qui composent la garde mobile, le zèle qu'ils mettent dans les services où ils sont requis, l'intelligence dont ils font preuve pour leur instruction militaire et jusqu'à la discipline qui commence à s'introduire parmi eux, tout fait espérer que cette milice sera un puissant moyen d'ordre et de sécurité dans la capitale. Depuis près de quinze jours, ils font presque exclusivement le service de tous les postes principaux de Paris. Chaque nuit, leurs patrouilles circulent de huit heures du soir à deux ou trois heures du matin. C'est grâce à ces patrouilles que l'on a vu disparaître les rassemblements nocturnes, les cris, les chants et les pétards, qui semaient la crainte et l'inquiétude dans les divers quartiers de la capitale.

CANDIDATURE DU DOCTEUR FIÉVET.

Notre glorieuse révolution a été faite par le peuple, et le peuple doit être appelé à l'élaboration de sa constitution : une refonte de l'état sociale est de toute nécessité, et les réformes doivent être demandées par ceux-là mêmes qui ont si longtemps souffert des abus et de l'oppression du gouvernement déchu.

C'est dans ce sens que la profession de foi du docteur Fiévet, enfant du peuple, a été rédigée et qu'il se recommande aux suffrages de ses concitoyens dans le département de l'Aisne.

A l'intérieur, il veut la solution des grandes questions d'hygiène publique, du régime pénitentiaire, de réforme postale, d'établissement de colonies agricoles; il votera l'impôt sur les objets de luxe, les inscriptions au grand-livre de la dette publique, même sur les inscriptions hypothécaires, afin d'alléger le fœcier et d'arriver à un niveau plus équitable dans la répartition des charges publiques; la réforme du monopole du sel et des tabacs.

A l'extérieur, il veut que la France conserve le premier rang parmi les nations civilisées. — Il exprime le vœu que tous les peuples s'unissent dans un lien fraternel. — A l'heure du danger, la patrie le trouvera fidèle au drapeau, — et sentinelle avancée, au qui vive de l'étranger, il répondra avec tous les patriotes, aujourd'hui comme hier, comme toujours : « France républicaine! »

Le docteur Fiévet est attaché provisoirement et gratuitement au service de santé de la garde mobile.

Les citoyens Brunet et Allain, capitaines des 3^e et 5^e compagnies, 2^e bataillon de la 3^e légion, ont réuni a-

vant-hier les officiers et sous-officiers de leurs compagnies dans un banquet fraternel. Après le dîner, des toasts ont été portés : à la République! au Gouvernement provisoire! au général Courtais! à l'union de l'armée et de la garde nationale!

Aux citoyens membres du Gouvernement provisoire.

On croirait difficilement que dans le rayon même de la capitale, à deux lieues à peine de Paris, le mot de révolution est encore un non sens. Cela est vrai pourtant. Les élections de la garde nationale de Meudon en sont la preuve.

Nous ne signalerons ici que celle du chef de bataillon.

Deux candidats se présentaient. L'un jeune, actif, dévoué, franchement républicain : le citoyen L. Leduc, homme de lettres; l'autre, attaché dès longtemps aux Bourbons des deux branches et par les bienfaits reçus et par les services rendus : le citoyen Pelvillain, jardinier en chef du château. C'est ce dernier qui l'a emporté.

Et à quels titres, donc?

C'est, nous le savons, un très-habile jardinier, une spécialité même pour l'élève des pêches et des ananassiers, tout, ces fruits aristocratiques dont il se plaisait naguère à orner la table de son maître Louis-Philippe et de ses protecteurs Montalivet et Empis, lesquels le gratifièrent en retour du ruban de la Légion d'honneur.

Puis le citoyen Pelvillain est né dans le pays; c'est un excellent père de famille, c'est une providence pour une certaine coterie d'ouvriers avec lesquels il dépense l'argent qui lui est alloué par le Gouvernement.

Tous ces titres, d'après l'opinion de ses partisans, ont dû le dispenser de toute espèce de profession de foi républicaine, et lui ont même valu l'approbation quand il a refusé de faire cette profession en faveur de ceux qui ne le connaissent pas et l'exigeaient de lui avant l'élection.

Au reste, les avocats ne lui ont pas manqué pour appuyer sa candidature : entre autres le propriétaire d'une vénérie dont l'esprit républicain n'a été prouvé jusqu'à présent que par ses relations avec Montalivet, son associé et son commanditaire; un ouvrier maçon dernièrement exclu de notre club et fils du capitaine élu, lequel en fait de républicanisme ne prétend ouvertement qu'à celui du lendemain, attendu, dit-il, que comme le plus grand nombre des habitants de Meudon, il n'y avait pas pensé du tout la veille.

Ces deux individus, nous pouvons le dire, ont accaparé à eux seuls toute l'élection, violentant, falsifiant les votes; imposant Pelvillain à ceux qui n'y pensaient pas ou qui voulaient Leduc; exaltant le jardinier parce que c'était un ancien, dénigrant l'homme de lettres parce que c'était un nouveau.

Une protestation signée d'une partie du bataillon qui réprovoque ces odieuses manœuvres a été adressée au citoyen ministre de l'intérieur. Nous espérons qu'il y fera droit.

Mais le serait-ce pas au Gouvernement à prendre des moyens énergiques pour pénétrer l'esprit des populations, pour en enlever à jamais le vieux levain ou du moins pour l'empêcher de corrompre la pâte nouvelle?... Quoi! la jeune République s'avance personnifiée dans les âmes ardentes, dévouées, pleines de franchise et de liberté, et nous la voyons repoussée par les serviteurs de l'ancien pouvoir, par ceux qui n'ont pas marché et qui ne mettent en dehors ni leur cœur ni leur langue, afin sans doute de ne pas se compromettre et de se réserver en tout cas une dernière raison pour garantir leur propre personnalité. Que le Gouvernement y pourvoie!

Les membres du club de la Fraternité, de Meudon.

LE DESPOTISME CONTRE LA LIBERTÉ.

OPÉRATIONS MILITAIRES.

Il n'y avait pas encore eu d'engagement entre l'armée autrichienne et l'armée italienne à la date du 7 avril. Deux nouvelles qui ont un certain degré d'importance nous parviennent aujourd'hui. Les Autrichiens ont réoccupé en force la citadelle de Legnago, située sur l'Adige, au-dessous de Vérone. Cette reprise de possession est fâcheuse, Legnago étant un poste avancé dans la direction de Rovigo et de Ferrare, et formant le complément naturel des défenses de l'Adige.

D'après la seconde nouvelle, le corps d'armée romain aurait traversé le Pô en avant de Ferrare, vers Francolino et Ponte-Lagosuro, pour aller occuper Rovigo. Ce corps se compose de huit à dix mille hommes de très-bonnes troupes, dont deux régiments suisses, et de quatre à cinq mille volontaires. On croit que son but est de traverser l'Adige, de gagner Padoue, soit directement, soit par Chioggia et Venise, pour aller ensuite se joindre à Vicence au corps de Sanfermo. Cette manœuvre serait excellente en ce qu'elle occuperait une moitié de l'armée autrichienne en arrière de Vérone, sur la rive gauche de l'Adige, tandis que l'armée lombardo-piémontaise pourrait agir avec toutes ses forces sur la rive droite, ayant alors la faculté de bloquer Mantoue et d'opérer entre cette place et Vérone.

Le roi Charles Albert avait toujours son quartier général à Bozzolo, rive droite de l'Oglio, à une marche de Mantoue et à deux marches de Vérone. Il n'a pu que tout récemment organiser par brigades et par divisions les régiments de son armée qui avaient quitté le Piémont en toute hâte et par toutes les directions, presque sans artillerie et sans approvisionnements de campagne. Cette excellente armée, par sa seule présence, a déjà beaucoup fait pour la cause italienne. Le premier jour de combat montrera tout ce qu'elle vaut.

Au citoyen rédacteur du Journal des clubs.

Ce 14 avril.

Organe des clubs de Paris et de la France, je viens vous mettre sous les yeux un fait qui s'accomplit à l'instant et que je ne crois plus en rapport avec le grand principe de notre révolution.

Aujourd'hui ou demain à hier à Rouen un conseil de révision pour se faire remp/acer au service militaire. Ainsi l'égalité proclamée le 24 février n'est qu'un mot.

Je pense que cette question, agitée dans plusieurs clubs, a été résolue, et le Gouvernement, s'il ne peut

changer la loi, peut bien suspendre le remplacement (trafic infâme) jusqu'à l'Assemblée nationale.

Salut et fraternité.

LENEVEUX,
ouvrier galvniier, conscrit de la
classe de 1847 (de Mantes).

Communication de la Commission centrale des dons et offrandes à la Patrie.

La Commission des dons et offrandes à la patrie vient d'expédier dans les départements près de 100,000 circulaires, sous le couvert des commissaires du Gouvernement provisoire. Dans quelques jours, le noble exemple des sacrifices à la patrie donné par la ville de Paris aura retenti dans toute la France.

Ces circulaires sont adressées aux citoyens maires de nos 37,000 communes, aux colonels et chefs de bataillon des gardes nationales, aux généraux et colonels de l'armée, aux capitaines de vaisseaux, frégates, corvettes, etc.; à MM. les curés, aux citoyens ministres du culte réformé, aux grands rabbins et aux membres des consistoires des israélites.

Versements du 12 avril.

Caisse n° 1.	5,411 fr. 93 c.
Caisse n° 2.	1,159 03
	6,571 fr. 00 c.
Versements antérieurs.	159,546 73
Total.	166,117 fr. 73 c.

Actes officiels.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances,

Arrête :

Art. 1^{er}. Le magasin de la ville de Romorantin (Loir-et-Cher) et ses annexes pourront recevoir les marchandises déposées en exécution du décret et des arrêtés précités.

Art. 2. Le délégué du ministre des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera déposé au secrétariat général pour être notifié à qui de droit.

Fait à Paris, le 12 avril 1848.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances,
GARNIER-PAGES.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

PROCLAMATION.

Le décret sur l'abolition de l'exercice a été mal interprété par un certain nombre de marchands et de consommateurs de Paris et de la banlieue.

On a paru penser qu'à partir du 15 avril, époque fixée pour l'exécution de ce décret, les droits d'entrée et d'octroi sur les vins, cidres et poirés éprouveraient une notable diminution.

C'est une erreur qu'il importe de rectifier.

Jaloux de faire droit à des réclamations trop longtemps inutiles, au moment même où la République a besoin de toutes ses ressources, le Gouvernement a simplement voulu ce que l'équité, ce que les nouvelles institutions de la France commandent : la suppression d'un mode de perception vexatoire et irritant, abus dont la ville de Paris a toujours été affranchie.

Le ministre des finances prévient donc ses concitoyens que rien ne sera changé, le 15 du mois présent, au tarif des droits que les boissons acquittent à l'entrée de Paris, et il compte assez sur leur patriotisme pour être persuadé que ces droits, si nécessaires dans les circonstances actuelles à l'Etat et à la ville, seront acquittés avec l'empressement que tous nous devons mettre à venir en aide à la République.

Pour le ministre des finances :
Le sous-secrétaire d'Etat, E. DUCLERC.

AVIS OFFICIEL A TOUS LES CITOYENS.

Que tous les citoyens qui ne sont pas encore portés sur les listes électorales se hâtent de se faire inscrire dans les mairies.

Le moment approche où les listes même supplémentaires seront closes irrévocablement.

C'est le 20 de ce mois, à minuit, qu'aura lieu cette clôture définitive des listes.

Le premier devoir des citoyens est de se mettre en mesure d'exercer leurs droits.

Il n'y a pas un instant à perdre, et il y va du plus pressant intérêt de la République.

Les membres du Gouvernement provisoire.

AVIS IMPORTANT.

La réunion des citoyens de Poitiers, actuellement à Paris, aura lieu dimanche prochain 16 avril, à 7 heures du soir, au Palais-National, dans la salle dite galerie de la Chapelle.

On prie les citoyens de Poitiers de ne pas manquer au rendez-vous.

Compte rendu des Clubs.

SOCIÉTÉ DES DROITS DE L'HOMME.

Séance du 11 avril 1848. — Le citoyen Garin reproduit les réclamations formulées hier par le citoyen Marx sur la mesure adoptée par les entrepôts et qui a pour but de ne recevoir en consignation que des matières premières, à l'exclusion des objets fabriqués.

Le citoyen Villain, président, répond dans le même sens qu'hier; il engage les petits fabricants à signer une protestation pour faire cesser un pareil état de choses.

Le citoyen Garin se plaint que l'impôt progressif n'ait encore été appliqué qu'aux employés; ceux qui possèdent n'ont pas été atteints par cette mesure. Il propose que les clubs et les corporations fassent, auprès du Gouvernement provisoire, une manifestation qui lui donnera de la force et le mettra à même d'ap-

pliquer des remèdes énergiques à la situation actuelle. Le citoyen Saint-Victor appuie avec force la motion du citoyen Garin. Cette manifestation prouverait au Gouvernement qu'il peut oser et compter sur nous, et que le peuple le soutiendra dans tout ce qu'il pourra entreprendre pour assurer le triomphe de la révolution; il croit que cette démonstration serait appuyée par bon nombre de boutiquiers et de petits fabricants.

Le citoyen Villain, président, ne croit pas qu'il soit prudent en ce moment de convoquer le peuple sur la place publique. — On avait pensé que la manifestation du 17 mars donnerait de la force au Gouvernement; il n'en a rien été: sa position qui n'est que provisoire lui fait craindre de prendre la responsabilité d'une mesure capitale. — Le peuple commence à se lasser des discours, il a faim, et il pourrait bien se faire que la société des Droits de l'homme ne fût pas assez forte pour régulariser le mouvement. La mission de la Société est de se placer entre ceux qui possèdent et ceux qui souffrent; elle ne veut pas provoquer une croisade des pauvres contre les riches, mais bien organiser légalement une juste restitution. Quand des masses sont dans la rue, il suffit de quelques malintentionnés pour les émeutir et provoquer de terribles événements; c'est un jeu fort dangereux, qu'il ne faut pas risquer trop souvent.

Après les explications du citoyen président, le citoyen Saint-Victor renonce à sa proposition.

Le citoyen Bruneau fait part à l'assemblée que Marchal (de Calvi), à qui nous avons entendu dire en pleine séance que l'organisation du travail, telle que l'a conçue le citoyen Louis Blanc, était une chimère, vient cependant de se servir, dans un but d'intérêt personnel, de ce nom vénéré des travailleurs, pour les convoquer dans la cour de la Douane, en faisant afficher partout qu'un club, dit des Ateliers réunis, s'ouvrirait en cet endroit sous la présidence du citoyen Louis Blanc. — Marchal (de Calvi) savait parfaitement que ce nom seul attirerait la foule; il ne doutait pas non plus, comme en effet cela est arrivé, que le citoyen Louis Blanc, qui n'était prévenu de rien, refuserait la présidence. C'est donc dans l'espérance de s'emparer de ces fonctions, et pour être à même d'y soigner sa candidature, qu'il a commis cet audacieux mensonge. Cet homme jouit malheureusement d'une grande facilité d'élocution, et il est à craindre que, mettant son talent au service de son ambition, il n'égare quelques citoyens et ne recueille quelques suffrages.

Le citoyen président est indigné de ce misérable subterfuge. Après avoir été repoussé par tous les clubs bien pensants, Marchal (de Calvi) n'a trouvé rien de mieux que d'en former un en abusant d'un nom respectable; une telle conduite doit être flétrie hautement, et si nous n'écoutions que notre indignation, nous devrions la punir.

Le citoyen Foubas, rue Royale, n° 21, rapporte que Marchal a déjà provoqué une réunion dans la Cité, à laquelle très-peu de personnes étaient présentes; que le candidat s'a emmenées dans un café en se chargeant de la dépense, et qu'il a cherché à capter les suffrages par des discours de charlatan.

Le citoyen Forest cite l'exemple de l'ancien ministre de Charles X, Hyde de Neuville, et du général Dillon, qui prenaient tous les déguisements pour se mêler au peuple et le porter à des excès coupables. Hyde de Neuville s'est échappé; mais le général Dillon, reconnu, n'a pu se soustraire à la vengeance populaire. Le citoyen Forest conclut en faisant ressortir la nécessité de démasquer les traitres.

Le citoyen Journaux craint qu'en citant de semblables exemples on n'appelle la haine et la vengeance sur la tête de Marchal (de Calvi); le mépris doit suffire pour en faire justice.

Le citoyen président et le citoyen Forest ensuite, protestent que personne ne songe à attenter à la sûreté de M. Marchal (de Calvi).

Le citoyen Frédéric est persuadé que si nos ennemis avaient la puissance, ils nous écraseraient. Que n'en faisons-nous autant?

Le citoyen Gérard lit la lettre de Pierre Leroux au citoyen Cabet, publiée aujourd'hui dans la *Démocratie pacifique*, et qui se plaint de l'opposition faite à sa candidature à Limoges par le citoyen Trélat.

Le citoyen Villain, président, répond que ce sont là des détails tout personnels et qu'il n'y a point lieu de s'en occuper.

La parole est accordée au citoyen Thévenin, qui propose un nouveau modèle de plaque pour les schakos des gardes nationaux. Il lui est répondu que la société ne peut s'occuper de semblables questions.

Séance du 12 avril 1848. — Lecture et adoption du procès-verbal.

Lecture d'une lettre du citoyen Lallemand qui justifie Hyde de Neuville de l'accusation portée hier contre lui par le citoyen Forest.

Le citoyen Forest n'étant pas présent, la discussion sur ce fait est ajournée.

Lecture d'une lettre du citoyen Mottet jeune, qui déclare qu'indépendamment des 46,000 ouvriers des ateliers nationaux qui reçoivent une paye, il y en a 60,000 inscrits qui ne touchent rien sous prétexte qu'ils ne sont point embrigadés. Il demande que la société des Droits de l'homme fasse une demande auprès du Gouvernement pour faire cesser un tel état de choses.

Le citoyen président répond que c'est là l'objet des constantes préoccupations du comité de la société des Droits de l'homme: « Nous nous sommes présentés il y a quelques jours au citoyen Louis Blanc: les travailleurs ont mis en lui toute leur confiance, et cette confiance est bien placée; nous lui avons demandé s'il croyait que ses moyens d'organisation fussent applicables immédiatement, et sur ce qu'il nous a répondu, nous lui avons soumis un projet qui a pour but de nourrir toute la population parisienne, sans exception, jusqu'à ce que l'organisation du travail soit en vigueur. Hier seulement la rédaction en a été terminée. Le citoyen Louis Blanc a pris ce projet en considération, et nous avons de bonnes raisons pour croire qu'il sera adopté par le Gouvernement provisoire, qui, lui aussi, comprend parfaitement la nécessité d'assurer l'existence à tout le monde. Citoyens, je vous l'ai déjà dit, la mission de la société est celle-ci: se placer entre les classes riches et les classes pauvres pour leur faire comprendre leurs devoirs et leurs droits, pour régulariser le mouvement social, en un mot faire restituer légalement à ceux qui regorgent et rendre justice à ceux qui souffrent. »

Le citoyen Viardot rend compte à l'assemblée de ce qui s'est passé hier à la Douane au sujet du citoyen Marchal (de Calvi). Dans la première partie de la séance il a été assez bien accueilli; mais sitôt qu'il a parlé de sa candidature, quand il a dit surtout qu'après avoir été doctrinaire monarchique, il était devenu doctrinaire républicain, le tumulte a tellement augmenté qu'il a fallu lever la séance.

Le citoyen Villain, pour compléter les renseignements sur Marchal (de Calvi), raconte que le jour qu'il s'est présenté au club des Droits de l'homme, et quand il a pu s'apercevoir qu'il y avait au bureau des gens qui le connaissaient parfaitement, il a fait disparaître le ruban rouge qu'il portait la veille, craignant sans doute qu'on n'en demandât l'origine. Il a de plus poussé l'audace jusqu'à se présenter dans plusieurs clubs comme le candidat de la société des Droits de l'homme, et le comité a été forcé d'envoyer une note à divers journaux pour réclamer contre cet impudent mensonge. Si quelques-uns en refusaient l'insertion, nous en tiendrions bonne note.

Le citoyen Viardot rapporte un propos tenu par Marchal (de Calvi), à quelques interpellations. Il a répondu que quand il avait quelque chose à demander, il s'adressait à l'ex-reine. « Allez en Angleterre lui présenter vos requêtes, » lui a répliqué le citoyen Viardot.

Le citoyen président prévient l'assemblée que le club tiendra sa séance demain aux Arts-et-Métiers.

Le citoyen Dourlans vient déclarer que le maire du 6^e arrondissement a fait apposer des affiches qui ordonnent de retirer les drapeaux des maisons et d'effacer le nom des propriétaires qui ont fait remise de leurs loyers.

Le citoyen président fait observer que le citoyen maire n'avait pas le droit de prendre cette décision; il n'est point de pouvoir qui puisse empêcher personne de publier le nom de quiconque lui aura fait du bien. Il induit de cela que probablement le citoyen Monin n'est pas du nombre de ceux que leurs locataires remercient.

Le citoyen Journaux demande que les listes de candidats que publiera le Comité révolutionnaire portent tous les renseignements possibles pour éclairer les électeurs sur le caractère des hommes qu'ils seront appelés à nommer.

Le citoyen Guyon fait observer qu'il ne sera admis de candidats au Comité révolutionnaire que ceux qui signeront et s'engageront à défendre la déclaration des Droits de l'homme.

Le citoyen Villain. — On a voté aussi, dans le Comité révolutionnaire, le mandat impératif; nous dirons aux représentants: voilà ce que nous voulons, agissez dans tel sens ou résignez vos fonctions. Nous détruirons l'ancienne société pour en reconstruire une sur des bases tout à fait nouvelles. Je viens de vous parler d'un projet de nourrir toute la population de Paris; c'est, comme vous voyez, un commencement d'application du droit à l'existence. Il est probable qu'il aura l'adhésion du Gouvernement provisoire, car il est animé des meilleures intentions; il n'a point malheureusement assez de force pour les mettre à exécution. Quant à nous, nous ferons notre devoir jusqu'au bout; nous serons écrasés ou nous triompherons. Tuez-nous si nous reculons d'une semelle. (Applaudissements.)

VILLAIN, président.

CLUB DE L'ÉGALITÉ ET DE LA FRATERNITÉ.

Séance du 15 avril. — La séance est ouverte à huit heures sous la présidence du citoyen Mangin. Le procès-verbal est lu et adopté. Le citoyen Monbrial (Alfred), secrétaire, déclare que la manifestation en faveur des charlistes anglais, votée dans une des séances dernières et insérée dans la *Réforme*, n'a plus de sens ni de but en présence des événements d'Angleterre, et qu'elle sera ajournée.

Le citoyen Farlé demande qu'on modifie l'ordre du jour, en lui permettant de prendre la parole pour s'opposer à la candidature du citoyen Chalamé comme représentant du peuple. C'est au nom du comité des Instituteurs qu'il combat cette candidature, qui, après quelques explications, est rayée de la liste du club.

Le citoyen Balmelle propose de nommer une commission de dix membres pour prendre des renseignements sur la vie politique des candidats qui se présentent pour solliciter les suffrages du club, qui voterait leur admission après rapport de cette commission.

Cette proposition est adoptée et la commission nommée.

Les citoyens Emile Barraut, journaliste; Stourm, ouvrier typographe, et Delante, ouvrier, font leur profession de foi, et d'après la nouvelle décision du club, leur admission est ajournée jusqu'au rapport de la commission.

Le citoyen Précorbin lit un travail fort long sur la crise financière, et la séance est levée à 10 heures 1/2.

L'un des secrétaires,
ALFRED MONBRIAL.

Le club des Hommes libres, obligé de céder le local de ses séances pour les élections de la garde nationale, a repris, hier, le cours de ses travaux quotidiens, à sept heures du soir, à l'Institut.

Le club de l'Union fraternelle, annoncé dans notre numéro du 15, tient régulièrement ses séances rue du Faubourg-Saint-Martin, 42, et non pas faubourg Poissonnière, 40.

Le club républicain des Artistes dramatiques, qui n'a pas été compris dans notre dernière liste, a son lieu de réunion passage Jouffroy, 11.

Un club républicain démocratique existe à Vaugirard, rue de Sèvres, 49, sous le titre: *Union fraternelle pour l'émancipation intellectuelle et l'éducation civique du peuple*. Les réunions y sont nombreuses et dignes. Les travaux y marchent de concert avec ceux du club des Amis de la République, et ces deux assemblées entretiennent entre elles les plus cordiales et les plus affectueuses relations. Dans l'une on s'occupe plus spécialement des principes, dans l'autre des personnes. C'est une sage union de la théorie et de la pratique. Le club républicain démocratique de l'Union fraternelle a promis au Gouvernement provisoire son complet et unanime dévouement.

Clubs de la banlieue.

CLUB RÉPUBLICAIN DE MONTMARTRE.

Séance du 29 mars 1848. — Lecture par le citoyen Lebars, l'un des secrétaires, de la déclaration des Droits de l'homme.

Après avoir entendu plusieurs orateurs sur la question, le citoyen Bocquet propose qu'on adopte la déclaration telle quelle.

Unanimité dans l'assemblée, sauf deux voix.

Le citoyen Hymet, l'un des membres délégués au Club révolutionnaire, demande que tous les membres du club signent la déclaration des Droits de l'homme, ainsi que cela a été fait au Club central par tous les délégués des clubs, excepté par ceux du club de l'Union républicaine.

Adopté à l'unanimité.

CHAUTARD, président.

Clubs des départements.

Le Club républicain démocratique de la Côte-d'Or vient de publier son règlement. Entre autres articles, nous citerons ceux-ci:

« 12. Le bureau prendra des mesures propres à étendre l'influence du club dans le département de la Côte-d'Or et dans les départements voisins, soit par des affiliations, soit par des commissions, soit par la presse. Il devra également se mettre immédiatement en relation avec les clubs démocratiques de Paris.

« 13. Tous les membres du club sont considérés comme des frères qui marchent à un but commun, la conquête définitive et complète du bien politique et social, c'est-à-dire le règne intégral de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. »

— Indépendamment de notre club, nous avons à Dijon le Club républicain de la Côte-d'Or, le Club révolutionnaire de la Commune, le club des Républicains modérés (c'est un pêle-mêle d'anciens conservateurs, d'anciens dynastes et peut-être aussi de légitimistes ralliés) et un club d'ouvriers dont le nom ne nous est pas connu. — Notre club est aussi un club d'ouvriers par le cœur, par l'esprit et par la condition sociale; nos frères de l'autre club viendront se joindre à nous, se fondre en nous; l'union fait la force. Nous ne divisons pas: l'ennemi est aux portes.

— Au Comité républicain de Rocroi, le citoyen Millart père, sur cette question: « La République sera-t-elle discutée? » s'est écrié avec force:

« Non! non! non!... La République est accomplie dès sa naissance. Les révolutions se font, mais on ne les discute pas. Le salut public, la loi des lois, s'oppose à toute discussion.

« La République ne sera pas proclamée, elle l'est dès son origine; mais elle sera acclamée. L'enceinte destinée à l'Assemblée nationale sera inaugurée aux cris unanimes de *Vive la République!* »

Cette acclamation sera transcrite en tête de la constitution. »

(Le Courrier.)

— Le club de Foix continue ses séances avec le plus grand ordre. Le nombre des membres s'élève à 500 environ.

Dans la séance du 5 avril, le club a entendu le citoyen Cassé, de Lavelanet, candidat à la députation, porté par le comité électoral républicain et populaire de Foix. Son discours improvisé a été vivement applaudi à plusieurs reprises, et sa candidature a été acceptée à l'unanimité. Le samedi 8 de ce mois, le citoyen Bretou, commissaire du Gouvernement près le tribunal de Saint-Giron, a fait sa profession de foi avec une éloquence entraînante. La candidature a été également acceptée. (L'Arriégeois.)

— Le club du Peuple, à Lille, résume sous une forme simple et brève les principes qui doivent le diriger: « Abolition et expulsion irrévocables des dynasties et des monarchies.

« Abolition pareille des castes, de la noblesse et des privilèges de toute nature.

« Suffrage universel et direct pour nommer les représentants de la nation.

« Une seule chambre pour gouverner avec un président élu et renouvelé par elle.

« Partage entre tous les bienfaits d'une même éducation.

« Du travail pour tous.

« Le fruit du travail donne le nécessaire à tous.

« L'excédant du produit est réparti suivant l'aptitude et l'activité de chacun. »

Chacun de ces articles a été sanctionné par un enthousiasme difficile à décrire. (Le Peuple.)

AVIS.

Le club républicain des décorés de juillet tiendra sa séance à l'ancien hôtel de l'état-major de la garde nationale de Paris, dimanche 16 avril, à une heure. Les citoyens décorés de juillet sont invités à s'y rendre.

CLUB DES AMIS DES NOIRS.

Le club des Amis des noirs tiendra sa séance samedi 15 avril, à l'ancien état-major de la garde nationale, place du Carrousel, à 7 heures et demi du soir.

Le citoyen Deguerry, curé de Saint-Eustache, sera entendu dans sa profession de foi. Tout nous fait espérer que les citoyens Cabet et Raspail seront également entendus. Ces trois citoyens sont candidats à l'Assemblée nationale.

— Les membres du Club des hommes lettrés sont invités à se rendre exactement à la séance de dimanche 16 avril, à deux heures précises, grand amphithéâtre de l'École de médecine. On délibérera sur la fusion proposée par une autre société, et on délivrera des cartes d'entrée.

C'est la dernière séance à laquelle on sera admis sans être inscrit comme membre du club.

Esprit des départements.

Bordeaux, 9 avril. — Notre ville vient d'avoir, elle aussi, sa grande fête populaire. Hier dimanche, à une heure après midi, a eu lieu la plantation solennelle de l'arbre symbolique. Le lieu désigné était dans l'hémicycle des Quinconces, sur la place de la Liberté.

(VOIR LE SUPPLÉMENT.)

SUPPLÉMENT à LA COMMUNE du 15 avril.

Le citoyen Clément Thomas, commissaire général du département, escorté par le maire, les généraux de division et de brigade, les colonels de la gendarmerie et de la ligne, et le commandant de la garde nationale, est arrivé suivi par un détachement de gardes nationaux. Le clergé, ayant à sa tête l'archevêque, est venu présider à cette cérémonie nationale.

Tous les clubs de la ville et quelques-uns de la banlieue, réunis dans une pensée de fraternité, se groupaient en nombre considérable autour de l'autel de la patrie. Plus de cinquante drapeaux se déroulaient au vent. Un concours immense de citoyens affluait sur la grande place. Pendant la cérémonie, la musique du régiment a fait entendre plusieurs fois la *Marseillaise*; et par intervalles, le canon, servi par les artilleurs de la garde nationale, dominait tous les bruits de la fête populaire.

Au moment où M. l'archevêque a invoqué la protection de Dieu pour la liberté du peuple, de longues acclamations ont salué la République.

Après la cérémonie, les clubs ont défilé drapeau en tête, en rangs pressés et pendant plus d'une heure.

Le plus grand ordre a régné constamment dans la foule. Les cœurs vraiment républicains sont heureux d'une aussi belle journée. Elle aura prouvé à tous que l'immense majorité de notre population a une ardente sympathie pour la République et pour l'ère de liberté que vient d'inaugurer la démocratie bordelaise.

Lyon, 10 avril. — Ce matin a été célébrée, à l'église Saint-Bonaventure, la fête funèbre commémorative des journées d'avril. Un détachement de chaque compagnie de la garde nationale avait été convoqué et a stationné sur la place; l'affluence était immense. Au milieu d'un silence imposant, le citoyen Arago a prononcé un discours qui a été chaleureusement applaudi. La cérémonie s'est terminée comme elle avait commencé, avec un ordre parfait.

Au moment où nous écrivons, les légions de la garde nationale sont en marche pour se rendre sur la place Bellecour, où elles doivent être passées en revue par le général Neumayer, commandant supérieur.

Affaire Blanqui.

Nous empruntons au journal *L'Assemblée nationale* l'article suivant :

« Nous assistons à un bien triste spectacle : nous voyons la déconsidération s'attacher de jour en jour au Gouvernement provisoire, et nous regardons comme un malheur public le discrédit dans lequel il tombe de plus en plus. Nous pensons qu'il faut à tout prix le conserver, le soutenir jusqu'à l'Assemblée nationale, et c'est parce que nous voulons son maintien que nous blâmons ses actes et que nous essayons de l'arrêter dans l'abîme où l'on cherche à l'entraîner et dans lequel nous craignons de tomber peut-être avec lui.

« Un étrange pamphlet vient de paraître; c'est le plus sanglant outrage qu'il soit possible de faire au Gouvernement provisoire. Si le pouvoir de février ne trouve point un moyen digne et ferme pour repousser l'accusation, s'il ne se justifie point dans l'opinion publique, comme il le peut sans doute et comme il le doit, non par d'insignifiantes dénégations, mais par des preuves, il perd tout prestige, toute force morale, et dans huit jours il n'est plus debout. »

« M. Blanqui a touché de trop près à la dictature, a disposé d'une force trop imposante pour que l'on puisse se dispenser de le confondre s'il est calomniateur, de le faire guérir s'il est fou, et malheureusement de compter avec lui s'il dit vrai.

« Ce scandale attriste tous les cœurs honnêtes; il faut au plus tôt faire briller la vérité.

« Le gouvernement ne saurait passer à l'ordre du jour; il faut une explication, il faut une expiation.

« Nous lui avons prêté depuis longtemps ce qui ne peut manquer de se réaliser.

« Les attaques commencent, la presse s'élève et se dispose à résister; l'opinion publique est blessée.

« Le Gouvernement provisoire doit faire les plus grands efforts pour réparer le mal et pour arrêter l'œuvre de désorganisation qui se prépare.

« Dans la première partie, M. Blanqui cherche à prouver qu'il est matériellement impossible que ces rapports émanent de lui, il affirme qu'ils sont l'œuvre d'un faussaire. »

« Voici textuellement la seconde partie :

« J'ai fini avec la calomnie; passons aux calomniateurs. Il est temps de les asséoir sur la sellette. Ce libelle, leur coup de maître, n'a pas été leur coup d'essai; car leur haine est vieille de quinze ans.

« L'heure est venue des explications publiques. Elle a sonné avec le tocsin de février. Il faut enfin vider au soleil ces querelles qui ont si longtemps bouillonné dans l'ombre.

« Mon portrait n'a pas l'honneur de figurer dans la galerie qu'une main charitable vient d'extraire des musées de la police. Pour remplir cette lacune, je le donne ici tel que je l'ai connu, tracé vingt fois par mes ennemis cachés d'autrefois :

« Esprit sombre, altier, farouche, atrabilaire, sarcastique; ambition immense, froide, inexorable, brisant les hommes sans pitié pour en paver sa route. Cœur de marbre, tête de fer. »

« Le profil n'est pas gracieux. Mais n'y a-t-il point d'ombre à ce tableau, et le cri de la haine est-il la parole d'Évangile? J'en appelle à ceux qui ont connu mon foyer domestique. Ils savent si toute mon existence n'était pas concentrée dans une affection vive, profonde, où mes forces se retrempaient sans cesse pour les luttes politiques.

« La mort, en brisant cette affection, a frappé le seul coup, je l'atteste, qui ait pu atteindre mon âme. Tout le reste, y compris la calomnie, glisse sur moi comme un tourbillon de poussière. Je secoue mon habit, et je passe.

« Sycophantes, qui voudriez me poser en monstre moral, ouvrez donc aussi, vous, la porte de votre foyer; mettez à nu la vie de votre cœur. Sous vos dehors hypocrites, que trouverait-on? La brutalité des sens, la perversité de l'âme. Sépulchres blanchis, je lèverai la pierre qui cache aux yeux votre pourriture.

« Ce que vous poursuivez en moi, c'est l'inflexibilité révolutionnaire et le dévouement opiniâtre aux idées.

Vous voulez abattre le lutteur infatigable. Qu'avez-vous fait depuis quatorze ans? De la défection. J'étais sur la brèche en 1851 avec vous; j'y étais sans vous en 1859 et 1847; en 1848, m'y voilà contre vous.

« Le 12 mai m'a légué votre haine. L'affront du 12 mai brûle encore sur vos joues! Se croire la République et ne pas savoir que la République livre bataille! Comment pardonner ce coup de queue plein d'audace, qui livrait votre impuissance à la risée publique! Tout le parti se souvient de vos fureurs et de vos outrages contre l'insurrection vaincue. *Le National* pensait chaque matin nos blessures avec du fiel et de la boue, et de lâches insinuations préludaient à la calomnie qui éclate enfin sur moi, déchaînée par la vengeance.

« Pendant mon agonie du mont Saint-Michel, ces ressentiments avaient sommeillé. Un mourant n'est plus redoutable; et sur les bruits de ma fin prochaine, bien des plumes peut-être s'étaient taillées pour une magnifique oraison funèbre. Mais la mort a reculé, et février vient de changer ces plumes en poignards.

« J'arrive le 24, tout éperdu de la joie du triomphe. Quel accueil glacial! On dirait un spectre qui s'est dressé tout à coup devant les nouveaux maîtres! Qui donc regardent-ils de cet œil d'aversion et d'effroi? Je comprends! C'est l'auteur détesté du 12 mai, le patriote clairvoyant et ferme qu'on ne fera ni compère ni dupe, qui ne laissera pas escamoter la révolution. Or, déjà le nouveau programme de l'hôtel de ville est arrêté : « Changement de forme, maintien du fond. L'édifice du privilège sans une pierre de moins, avec des phrases et quelques banderoles de plus. » L'exil du Luxembourg attend ceux qui voudraient davantage.

« Aussi dès le 25, le citoyen Recurt me dit : « Vous voulez nous renverser! — Non! mais vous barrer la route en arrière! » Et la lutte s'engage aussitôt, loyale et modérée de mon côté; de l'autre, perfide, implacable.

« Mille rumeurs sont lancées : « Il est fou! les chagrins, puis la joie lui ont troublé le cerveau. — Il est malade; il tombe en décomposition, il va mourir. — C'est un homme de sang! il demande deux cent mille têtes. »

« Ces bruits courent Paris et les départements. Mais jusque-là pas un mot encore de la grande calomnie! M. de Lamartine, à l'hôtel de ville, m'adresse ces paroles : « C'est la persécution qui a fait votre martyre et votre gloire. » On ne tient pas un pareil langage à un délateur.

« Encore une fois donc, vous avez menti, sieur Taschereau, en disant que votre odieuse pièce, proménée dans la ville depuis le 24 février, était le 10 mars entre vos mains; vos haines ne l'eussent pas laissée dormir si longtemps et n'auraient pas attendu jusqu'au 22 pour en répandre les poisons.

« Non! avant la journée du 17, vous n'alliez pas si loin! L'effort se fait toujours en raison de l'obstacle. Je n'étais alors qu'une gêne, pas encore un danger; l'heure des grandes extrémités n'avait pas sonné.

« Cependant la guerre s'envenime; la Société républicaine centrale attaque avec vivacité les tendances rétrogrades du pouvoir. Le rétablissement du timbre, le maintien de l'ancienne magistrature, les mauvais choix des commissaires, les décrets désastreux sur l'aliénation des domaines de l'État, le paiement anticipé du semestre, deviennent tour à tour l'objet d'adresses énergiques votées sur ma présentation. Mais nos plaintes se heurtent contre le dédain d'un parti pris et ne font qu'attiser les colères, tandis que la réaction, appuyée sur la majorité des gouvernants, s'avance d'une allure rapide. Il est temps de l'arrêter.

« L'ajournement des élections de l'Assemblée constituante, réclamé deux fois par la Société républicaine, avait été deux fois refusé.

« Du 12 au 16 mars, je propose à diverses assemblées des corps d'état de faire appuyer la demande par les ouvriers en masse; la proposition est accueillie d'enthousiasme.

« Le 17 à midi, Paris s'ébranle, et 200,000 hommes entourent l'hôtel de ville. À la vue de cette mer vivante qui ondule au loin sur les places et sur les quais avec une clameur formidable, les résistances tombent, la faction rétrograde s'affaisse; on promet tout, on accorde tout à la députation qui parle au nom du peuple.

« Une intrigue a voulu dénaturer le sens de cette grande manifestation et n'y voir qu'une réponse à l'échauffourée de la garde nationale. Rien de plus faux. Le mouvement populaire était arrêté avant le 17, et ses organisateurs ignoraient même le petit complot des bonnets à poil. Le hasard seul a rapproché dans l'exécution ces deux efforts contraires.

« La journée du 17 a frappé de terreur la majorité du Gouvernement provisoire; elle a cru n'avoir échappé que par miracle à un grand danger. Des rapports absurdes, peut-être aussi la conscience de ses fautes, lui ont persuadé l'existence de projets de renversement, de violence armée.

« Les soupçons tombaient sur moi. Le premier, et à peu près seul, j'avais soulevé la question de l'ajournement des élections; je l'avais maintenue à l'ordre du jour, malgré des échecs répétés, et enfin cette question venait de jeter 200,000 hommes sur la place publique.

« D'autres influences, qui avaient concouru plus que la mienne à ce grand mouvement, s'effaçaient devant des yeux prévenus fixés sur un seul péril. J'étais donc l'hostilité du moment, celle qu'il fallait briser à tout prix. De là deux idées écloses presque à la même heure; l'une, de modifier le gouvernement par mon accession; l'autre, née de l'effroi causé par la première, de m'écraser par un coup de massue. À la seule menace que le pouvoir allait tomber aux mains de la révolution, toute la faction réactionnaire avait frémi, et dans ces antres du machiavélisme, où le seul crime est de ne pas réussir, un plan désespéré s'était tramé pour conjurer le péril et ressaisir la victoire.

« L'audace a bien inspiré les machinateurs! Sans ce coup déterminé, aujourd'hui le parti populaire serait triomphant, la réaction anéantie et la République en pleine et vigoureuse marche vers la réalisation de l'avenir.

« Regardons autour de nous. La Révolution chançait; le flot de ses ennemis grossit et monte d'heure en heure; il a fait irruption par la brèche que je laisse ouverte. J'en ai la conscience, je portais son drapeau; s'il tombe, elle suivra.

« C'est bien moi qu'il importait de frapper le pre-

mier; et déjà des traits nombreux avaient préludé à la grande attaque. Le 19 mars, le bruit se répand avec rapidité dans le faubourg Saint-Antoine que je suis un agent soldé du parti henrichiquiste. Informations prises, on reconnaît que ces propos viennent d'un meneur dévoué à la mairie de Paris. Trois jours plus tard, le moyen décisif était enfin trouvé.

« Ainsi, le plan de la guerre à mort se développe. Du 17 au 22, l'autre idée, celle d'une négociation avec le chef présumé du mouvement, avait de même suivi son cours. Les deux combinaisons se déroulaient parallèlement.

« Le 19, M. Du rieu, rédacteur en chef du *Courrier français* me dit : « M. Lamartine désire s'entendre avec vous. Il reconnaît que le Gouvernement doit se modifier. Il est décidé à mettre dehors la coterie du *National*, et à s'adjoindre vous et vos amis. Il fera ce que vous voudrez, il ira aussi loin que vous. Je suis chargé de porter, de sa part, des paroles de réconciliation à Ledru-Rollin. »

« Je refusai d'abord cette entrevue, et ne cédai que le surlendemain à des instances répétées. Rendez-vous fut pris pour le 22. Mais au moment fixé, M. Durieu me dit : « Il n'y faut plus penser. Lamartine a changé d'idée. C'est un revirement complet. Il trouve que tout va pour le mieux, que le peuple est content, et qu'il faut poursuivre du même pas. Cet homme est la mobilité et l'inconstance même. — A la bonne heure, n'en parlons plus! »

« Or, voici le mot de l'énigme. C'est le 22 que la fameuse pièce a fait sa première apparition. Ce jour même, on l'apporte au Gouvernement provisoire. Elle passe de main en main. Surprise, exclamation! « Blanqui! répète chaque lecteur, Blanqui! mais ce n'est pas son écriture! — L'original doit se trouver au Luxembourg, » dit alors quelqu'un. On a fouillé sans doute au Luxembourg. J'attends l'original.

« Revenons sur les dates; c'est là qu'est tout le procès. La pièce paraît pour la première fois à l'hôtel de ville le 22, pas un jour plus tôt. Comment donc le sieur Taschereau peut-il prétendre qu'elle a été enlevée le 24 février du cabinet Guizot, colportée pendant une semaine et mise à sa disposition vers le 10 mars? Quoi! un document de cette gravité aurait couru les rues dès le 24 février à l'insu de tout le monde! M. Taschereau, l'ami intime du *National*, l'aurait gardée 12 jours en portefeuille, sans en souffler mot à personne! et jusqu'au 22, pas un mot, pas un bruit, pas un écho n'en aurait trahi l'existence!

« Car, je le répète, avant le 22, pas de libelle! Ce jour-là, il tombe à l'improviste au milieu de quelques membres du Gouvernement provisoire. C'est un coup de théâtre et un coup d'État. À l'instant même tout change de face : la réaction, presque vaincue, relève la tête; il semble qu'une main providentielle vient de la sauver du naufrage. À l'abattement succède la confiance. M. de Lamartine rompt ses négociations avec l'agitateur populaire. On le craint moins, et dès lors on n'hésite pas à fausser la parole donnée au peuple. Les élections ne seront pas ajournées au 31 mai; on les diffère de quelques jours seulement pour nécessité matérielle.

« Quelle promptitude à exploiter ce factum! On le connaît du 22, et le 24 plusieurs journaux de province reproduisent dans les mêmes termes la note suivante partie des bureaux du *National* : « Nous pourrions nommer tel président de club qui, démocrate fougueux, a été assez malheureux pour trahir les secrets de ses amis politiques, afin de sauver sa vie. » *Le Gouvernement provisoire a beaucoup de pièces entre les mains*, et il en pourrait accabler ceux qui voudraient le saper en même temps que l'ordre social qui nous régit, pour y substituer un chaos sanglant sous prétexte de fraternité. Il sera dédaigneux et magnanime jusqu'au jour où on le forcera d'user de représailles. »

« Ainsi, de votre propre aveu, la publication de ce lâche libelle n'est qu'une représaille. Ce n'est point un acte de justice, mais un acte de vengeance! Votre but est d'accabler ceux qui essaient de vous saper, c'est-à-dire ceux qui vous font de l'opposition!

« Ainsi encore, ce n'est pas le sieur Taschereau, mais le *Gouvernement provisoire* qui avait les pièces entre les mains! Qui a menti de lui ou de vous? Il prétend posséder les pièces, vous aussi. Il dit les publier dans un but historique; vous déclarez les employer comme moyen de représailles contre un ennemi. Prenez garde! Vous semblez bien avides de représailles! Vous en faites-il, par hasard, à tout prix?

« Imposture et guet-apens! Voilà donc les pivots de l'intrigue ourdie contre un homme qui vous trouble! A merveille, messieurs! Des misérables, accoutumés d'acheter par tous les crimes la faveur de tous les pouvoirs, forgent à votre haine une arme empoisonnée. Ce que vaut cette arme, d'où elle vient, vous le savez trop et n'osez la toucher. Mais il est avec l'honneur des accommodements. Cachés dans la coulisse, vous mettez le poignard aux mains d'un sicaire, en riant par avance des coups inutiles que votre victime va perdre sur ce minnequin.

« Par malheur, l'iniquité s'est mentie à elle-même. Il fallait mettre d'accord vos deux officines de fraudes, et ne pas vous confondre vous-mêmes par vos propres œuvres.

« C'est que la peur trouble les calculs de la perfidie. Votre note semi-officielle voulait me réduire par cette menace de représailles, tempérée de l'offre insolente d'un recours à votre magnanimité, et vous n'étiez pas rassurés vous-mêmes. On ne marche pas à l'aise dans les tortueux sentiers de la calomnie.

« Ma réponse à l'intimidation a été nette et prompte, je pense. Pièces en main, à la face du public, j'ai montré que vous veniez de livrer à Léopold les réfugiés et les ouvriers belges.

« Un cri de vengeance avait accueilli les preuves de cette trahison froidement préméditée. Ce cri ramène la terreur à l'hôtel de ville; déjà l'on croit entendre l'émeute gronder aux portes, et l'on appelle toutes les impostures à la rescousse. Des bruits semés par mille bouches me signalent comme l'auteur d'un complot qui a pour but l'assassinat des membres du Gouvernement provisoire. La nouvelle de mon arrestation circule dans tous les clubs.

« Le 30 mars au soir, le citoyen Durieu me dit : « Il faut jouer cartes sur table. Je viens du Gouvernement provisoire. Voici ce que j'y ai appris : vous

« voulez le renverser et vous saisissez de la dictature. « Vous réussirez sans nul doute, car le Gouvernement est sans force; mais vous vous perdrez ensuite, vous et la France. Votre projet est une folie; renoncez-y, et adoptez celui que je vais vous exposer; il réunit toutes les chances: la coterie du National sera mise à la porte, et vous la remplacerez avec vos amis. Venez vous entendre avec Ledru-Rollin; la chose sera facile, vous êtes d'anciens camarades de collège. »

« Certes, de telles ouvertures avaient lieu de me surprendre, en présence de rumeurs odieuses répandues dans Paris. Elles m'apportaient du moins la preuve qu'une partie du Gouvernement repoussait du pied l'infâme calomnie tramée par les réactionnaires aux abois.

« Situation inouïe! D'un côté on me tend la main pour monter au pouvoir; de l'autre, on s'efforce de me précipiter dans l'abîme. Ici le Capitole, là la roche Tarpéienne. Huit jours entiers cette lutte étrange me promène de l'apothéose aux gémonies. Enfin, il semble que la justice et la vérité l'emportent. Rendez-vous est pris avec M. Ledru-Rollin pour le 31. Mais la réaction veille; elle a compris l'imminence du péril. Le 31 même, la pièce fabriquée paraît dans la *Rue rétrospective*.

« Le gant est donc jeté! C'est une lutte à mort qu'on engage! Républicains, vieux soldats de la vieille cause, demeurés fidèles au drapeau des principes, vous qui n'avez point vendu votre conscience aux nouveaux maîtres, pour des honneurs, de l'argent ou des places, prenez garde! que mon exemple vous avertisse! Aujourd'hui moi, demain vous. Malheur à ceux qui embarrassent! On nous frappera tous! à la tête, au cœur, par devant, par derrière; peu importe, on nous frappera. Quel est mon crime? D'avoir fait face à la contre-révolution, d'avoir démasqué ses plans depuis six semaines, de montrer au peuple le danger qui grandit autour de lui et qui l'engloutira!

« Les misérables! ils donnent l'ordre à leurs braves de me traîner devant les tribunaux dont je demandais hier la déchéance? Et dans ce procès, quels seront les accusateurs, les témoins, les juges? des séides de la royauté, devenus les séides de la réaction. Ceux qui m'ont torturé vingt fois, vont me ténasser encore. N'importe, ma liberté, ma vie; aujourd'hui, mon honneur: il faut que tout soit livré, qu'ils dévorent toute leur proie! Avec quelle volupté ils déchireront ce qui reste de ce vieil ennemi tant détesté! Et tous ces sbires de Louis-Philippe, de quoi prétendent-ils me punir, moi, blanchi, usé dans les cachots de Louis-Philippe? Le croira-t-on? d'avoir transigé avec leur maître Louis-Philippe! Ils se constituent contre moi les vengeurs de la révolution!

« Les bourreaux des patriotes, les sicaires du just-milieu sont maintenant les dévoués, les fidèles de l'hôtel de ville! les arrhes sont données! les voilà faisant les fonctions des quarante-cinq auprès de messieurs du Gouvernement provisoire, et ils vont assassiner les républicains pour le compte de la République, comme ils les ont assassinés si longtemps pour le compte de la monarchie! A eux bientôt les places, les honneurs, la fortune! à nous toujours la prison, la misère, l'opprobre! Tant d'audace, six semaines après les barricades! qui l'eût deviné?

« Réacteurs de l'hôtel de ville, vous êtes des lâches! Je vous gêne, et vous voulez me tuer; mais vous n'osez pas m'attaquer en face, et vous me lancez aux jambes trois ou quatre bassets de la meute de Louis-Philippe, en quête d'un nouveau chenil! Vous les excitez par derrière, hors de la portée des éclaboussures. Recevez mes sincères compliments.

« Il y a des royalistes parmi vous! Je leur pardonne. Ils vengent sans doute la monarchie sur un de ses ennemis les plus acharnés. Mais il y a aussi des républicains, et ceux-là, je le demande, la main sur la conscience, est-ce bien ainsi qu'ils devaient traiter un vétéran qui a enterré la moitié de sa vie, sa famille, ses affections, dans les culs-de-basse-fosse de la royauté?

« Si vous aviez une accusation à porter contre moi, il fallait la produire au grand jour, solennellement et entourée de toutes les garanties de certitude, d'authenticité; il fallait parler au nom de la justice, de la morale, sans rien décliner de la responsabilité d'une telle œuvre.

« Mais vous l'aviez dit vous-mêmes, ce sont des représailles que vous exercez! C'est la haine, la peur, l'intérêt qui vous inspirent! Tous les moyens vous sont bons pour écraser une rivalité dangereuse. Le succès à tout prix, c'est votre doctrine, il paraît, comme celle de vos prédécesseurs. Ce document-Taschereau vous était nécessaire; il s'est trouvé. *Is fecit cui prodest*. L'infamie de son origine se trahit dans les honteux détours de sa publication.

« Réacteurs, vous êtes des lâches!
« Auguste BLANQUI »

La Révolution faisant le tour du monde.

Un journal, en examinant les moyens de propagande républicaine dans l'Europe, donne aux peuples des conseils qu'ils suivront, nous l'espérons. C'est le combat de l'humanité entière qui se livre aujourd'hui. Les peuples ne peuvent faillir au triomphe de leur sainte cause de la liberté, de l'émancipation.

« Nous l'avons dit, si la guerre qui nous menace était inévitable, au moins cette guerre serait-elle la dernière.

« La tendance universelle à unir tous les intérêts, à ménager toutes les individualités, indique une nouvelle politique. Il s'agit moins aujourd'hui d'assailir et d'étouffer nos ennemis que de rechercher nos alliés et de fortifier nos amis naturels. N'oublions pas de ranger parmi ces derniers les habitants de la Roumanie. Placés comme ils le sont entre les Carpates et les Balkans, les Roumains sont les sentinelles avancées de l'armée européenne régénérée. Valaques, Moldaves, Béssarabes, ils ont tous conservé l'empreinte certaine de leur origine latine et de leur civilisation occidentale. Ils sont à nous par le sang, par la langue et surtout par la persévérance d'une affection que des siècles d'indifférence de notre part n'ont pu décourager. Si nous voulons que le panslavisme ne devienne entre les mains de l'autocrate un instrument dangereux pour la liberté de l'Occident, soutenons la Roumanie en même temps que la Pologne; si nous voulons que

l'ambition moscovite ne se porte pas sur le Bosphore et les Dardanelles, soutenons les Roumains.

« Ce sera dans la Moldo-Valachie que se décidera le combat entre le Cosaque et la République, entre l'absolutisme et la liberté. »

— D'après une lettre de Russie, arrivée à Tilsitt, des troubles auraient éclaté à Saint-Petersbourg et à Moscou. Les autorités des provinces de la Baltique ont, dit-on, reçu l'avis du gouvernement de ne point troubler les habitants dans l'exercice de leurs droits et privilèges traditionnels. On sait que, depuis trois ans, le prosélytisme religieux a causé des troubles graves dans ces provinces.

— La Hongrie refuse de fournir des troupes à l'Autriche pour reconquérir l'Italie ou opprimer les autres nationalités. Il paraît aussi que la diète refusera de prendre à son compte les 200 millions de florins de la dette autrichienne que le gouvernement de Vienne veut faire supporter à la Hongrie. La diète a aussi réclamé contre une assertion du *Journal officiel de Vienne*, affirmant que la diète hongroise avait accordé à l'Autriche 100,000 recrues. La diète n'a rien voté.

— La Bohême fait aussi ses conditions à l'Autriche. On écrit de Prague :

« Quarante-deux membres de la diète ont publié une déclaration dans laquelle ils posent comme une condition essentielle la représentation du peuple; l'admission à la diète nationale des villes municipales des paysans, de l'industrie, de l'intelligence, des arts et des sciences. Les députés devront être élus d'après la patente de constitution du 13 mars. Ils désirent en outre la convocation d'une diète provinciale dans laquelle tous les députés se réuniront, et bientôt après une convocation d'une autre diète pour préparer les travaux de la diète nationale de Vienne. L'archiduc François-Charles est nommé gouverneur de Bohême. »

— A Vienne, pour remédier à la crise financière, on a interdit jusqu'à la fin de juin la libre sortie de la monnaie d'argent hors de la ligne de douane du territoire de douane réuni.

— On lit dans une correspondance de Vienne :

« Pour empêcher que Trieste ne soit surprise par la flotte qui a fait défection, on a demandé, dit-on, des secours à la station britannique des îles Ioniennes; mais le lord haut commissaire n'a pu accéder à cette demande. On a donné un charivari à l'archevêque; on assure qu'il a refusé de bénir le drapeau de la légion académique et expulsé du séminaire vingt-quatre à trente théologiens qui avaient pris part au mouvement. Les ligoriens ont été l'objet d'une nouvelle démonstration; alors ils se sont réfugiés dans une caserne, et ils ont mis en sûreté tout ce qu'ils avaient de précieux. On assure que l'impératrice-mère, protectrice avouée des ligoriens et des jésuites, résidera au château de Hellbrunn. »

— Le mouvement révolutionnaire a passé l'Adriatique. On écrit de Trieste :

« Les nouvelles arrivées de la Grèce et des îles Ioniennes, jusqu'à la date du 28 mars, font pressentir de graves événements dans ces contrées. Là aussi les esprits sont agités. Le nouveau ministère grec a contre lui l'opinion publique. »

Etranger.

ANGLETERRE.

Dans la matinée du 13 avril, c'est-à-dire au moment du départ du seul courrier que nous ayons reçu d'Angleterre aujourd'hui, Londres était tranquille aussi bien que les autres grandes villes du royaume-uni.

Le gouvernement s'était cru désormais assez sûr du maintien de la tranquillité publique pour faire rentrer à Windsor et autres garnisons voisines les troupes qui avaient été appelées à Londres.

La chambre des communes avait perdu la séance du 12 en discussions sans intérêt à propos du *protection bill*.

Le *Morning Post* publie les principales dispositions du bill présenté à la chambre des lords pour donner au gouvernement le pouvoir d'expulser les étrangers.

Tout étranger qui, invité à quitter le royaume-uni dans un délai fixe, n'aura pas obéi à cette injonction, sera passible d'un emprisonnement d'un mois, qui, en cas de récidive, pourra être porté à une année.

Sont exceptés de ces dispositions les ambassadeurs ou ministres dûment accrédités et les personnes attachées à leur service, ainsi que les étrangers qui auraient sept ans de résidence dans le royaume au moment de la promulgation du bill.

La mesure projetée pour l'expulsion des étrangers a provoqué dans le sein de la convention chartiste une allusion désobligeante pour le prince Albert, ou le prince Consort, comme on l'appelle.

« Je dois rappeler au gouvernement de S. M., a dit un orateur nommé Clarke, qu'il y a en Angleterre un étranger connu sous le nom de prince Albert, qui refusait, il n'y a pas longtemps encore, d'acquiescer la taxe des pauvres; j'engage le gouvernement de S. M. à commencer l'expulsion des étrangers par celui-là. » (Rires et applaudissements.)

Les chartistes ont créé, pour désigner les citoyens qui ont prêté serment en qualité de constables spéciaux afin de s'opposer à la procession de lundi dernier, l'appellation de *shepocracy*, c'est-à-dire *boutico-cratie*.

On assure que la corporation (municipalité) de Londres a le projet de consacrer un terrain immense à la construction d'habitations destinées à recevoir gratuitement la partie la plus nécessiteuse de la classe ouvrière.

C'est là une excellente idée, à laquelle nous applaudissons de toutes nos forces.

Le *Sun* prétend que la pétition chartiste compterait à peine 2 millions de signatures, au lieu des 6 millions annoncés.

Le *Times* s'occupe de la lettre adressée par Louis-Philippe à sa fille aînée à propos des mariages espagnols :

« Toute cette négociation, dit la feuille anglaise, porte l'empreinte d'un esprit d'intrigue qu'aucune explication ne peut effacer, et elle laisse sur la seule grande affaire traitée sous le règne de Louis-Philippe sans le concours de ses alliés une tache indélébile. »

ITALIE.

De Trieste, rien de nouveau.

A la date du 7 avril, aucune action importante n'avait encore eu lieu entre l'armée de Radetski et celle de Charles-Albert.

Ce prince avait, au départ des derniers courriers, son quartier général à Bozzolo, rive droite de l'Oglio, à une marche de Mantoue et à deux marches de Vérone.

Le résultat d'une bataille ne semble pas devoir être douteux. Autant les troupes autrichiennes sont démoralisées et découragées, autant les Italiens sont pleins d'ardeur et d'enthousiasme.

On assure que le gouvernement provisoire de Milan n'a pas même voulu recevoir M. de Hartig, envoyé de Vienne comme ministre plénipotentiaire.

— On lit dans la *Gazette de Milan* du 6 avril :

« Nous avons vu arriver à Milan, avec le plus vif sentiment de joie et d'admiration, une illustre dame italienne dont toute la Péninsule célèbre depuis longtemps le patriotisme : la princesse Trivulzio-Belgiojoso. Elle amenait avec elle les deux cents Napolitains qu'elle a équipés et conduits jusqu'à Milan à ses frais et qui formaient un noble cortège autour de sa voiture. Partout sur son passage elle a été saluée par d'unanimes applaudissements. Arrivée au palais Marino, ou siège le gouvernement provisoire, elle a été présentée au peuple, sur le balcon, par le président du gouvernement, M. Casati, et accueillie par les acclamations les plus enthousiastes. Une grande partie de la population, à pied ou en voiture, s'était portée à sa rencontre aux portes de la ville et lui a fait ainsi une entrée presque triomphale. »

ESPAGNE.

Hier, 11 avril, on a affiché dans quelques rues et à la porte de certaines maisons, à Madrid, des proclamations terminées par ces mots : *Vive la souveraineté nationale! Mort aux tyrans!*

Faits divers.

La mesure par laquelle le Gouvernement provisoire a augmenté la quotité des rations de vivres destinées à la marine, a été accueillie avec reconnaissance sur la flotte réunie à Toulon, et l'amiral Baudin vient d'écrire au ministre de la marine pour lui témoigner la gratitude de toute l'armée navale pour une mesure qui, en améliorant la condition des matelots à bord, leur permet de l'avenir de consacrer à aider leurs familles la portion de leur solde qu'ils employaient à suppléer à l'insuffisance de leur ration.

« Permettez-moi aussi, dit en finissant l'honorable amiral, de vous remercier en mon nom personnel. Dans le cours de ma carrière maritime, j'ai toujours considéré comme indispensable à tout bon service que notre personnel fût à la fois capable et content. Vous venez de me faciliter grandement l'accomplissement de la seconde de ces conditions. Je ferai tous mes efforts pour réaliser l'autre. (Messenger.)

— La taxe du pain sera réduite à 28 c. le kil., au lieu de 29, à partir du 16 avril.

— Le préfet de police a reçu aujourd'hui des détachements de la garde républicaine qui doit faire le service de la garde municipale; il leur a fait une courte allocution, et après une distribution de sabres, il les a congédiés en leur disant qu'ils seraient tous habillés et équipés pour la grande revue qui doit avoir lieu au Champ-de-Mars le 25 du courant.

— Le citoyen Nadaud, ouvrier maçon, a des chances sérieuses dans le département de la Creuse, en concurrence avec M. de Girardin.

« Je demande pour toute récompense, dit-il dans sa circulaire, de reprendre ma truelle à la fin de la session. »

— L'entrée à Paris du 61^e régiment de ligne a été marquée par un incident assez curieux. Des groupes assez nombreux s'étaient formés dans le haut du faubourg Saint-Antoine et paraissaient vouloir s'opposer à ce que les troupes franchissent la barrière.

Enfin la tête de colonne déboucha par la barrière du Trône, le fusil sur l'épaule et la baïonnette au bout du fusil, tenue de service.

Des cris se firent entendre; quelques ouvriers firent mine d'entourer le colonel :

— Citoyens, dit celui-ci avec beaucoup de sang-froid, est-ce que le Gouvernement provisoire est renversé? »

— Non, certes!

— Eh bien! alors, laissez-moi donc passer : voilà ses ordres.

Et la foule, s'inclinant devant l'autorité populaire du Gouvernement de la République, ouvrit ses rangs à la troupe et cria : Vive le colonel!

— Une instruction se poursuit activement, par les soins de M. Legonidec, contre le nommé Richard Burthou, ex-caissier de la maison Lafitte, Blount et compagnie, qui a pris la fuite en emportant avec lui une somme de 80 à 90,000 fr. détournés de la caisse sociale. Le sieur Richard Burthou aurait fait, en outre, des faux en écriture de commerce pour une somme d'environ 200,000 fr. Tous les indices semblent prouver que Burthou s'est embarqué pour la Nouvelle-Amérique, et l'on parle d'une demande d'extraction faite par l'autorité française.

— Mardi prochain, 18 avril, la société des amateurs pour l'exécution de la musique classique, sous la direction de M. Etling, donnera, dans les salons de l'état-major de la garde nationale, place du Carrousel, un grand concert vocal et instrumental au bénéfice des ouvriers sans travail. En outre des différents morceaux exécutés à grand orchestre par la société, on y entendra MM. Antoine de Kontski Romy, Sainte-Foy et mademoiselle Fichel.

Le prix du billet ne sera que de 2 fr. On peut se procurer des billets chez MM. Brulé, éditeur, 16, galerie des Panoramas; Colombier, 6, rue Vivienne, et au *Ménestrel*, même rue, 2.

L'un des gérants, rédacteur en chef : CAHAIGNE.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.